

# Rapport financier 2014 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Lévis \_\_\_\_\_

Code géographique : 25213 \_\_\_\_\_

Type d'organisme municipal : Municipalité locale \_\_\_\_\_

*Affaires municipales  
et Occupation  
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé

S3

## **Section I - États financiers consolidés**

Table des matières	S4
États financiers consolidés audités	S5 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

## **Section II - Autres renseignements financiers**

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER  
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

---

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Marcel Rodrigue, trésorier, atteste la véracité du rapport financier consolidé

de Lévis pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014.  
(Nom de l'organisme)

Date

2015-05-05

Signature

Marcel Rodrigue CPA, CA

## TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
<b>Section I</b>	
<b>États financiers consolidés audités</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
<b>Renseignements consolidés non audités</b>	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24
<b>Section II</b>	
Autres renseignements financiers - Table des matières	26

## **Section I - États financiers consolidés**

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

---

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Lévis, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2014, et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

**Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

**Responsabilité de l'auditeur**

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de la Ville portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

**Opinion**

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Lévis au 31 décembre 2014, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

---

**Observation****Informations financières établies à des fins fiscales**

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages S8, S9, S23-1, S23-2 et S25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

*Mallette S.E.N.C.R.L.*

Mallette S.E.N.C.R.L.

Société de comptables professionnels agréés

CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique no A102687

DATE 2014-05-05

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**

---

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Lévis, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2014, et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

**Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

**Responsabilité de l'auditeur**

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion assortie d'une réserve.

## RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

### Fondement de l'opinion avec réserve

La direction a comptabilisé à l'état consolidé de la situation financière des paiements de transfert à recevoir du gouvernement du Québec concernant des paiements de transfert relatifs à différents programmes d'aide concernant la construction d'immobilisations et d'autres charges pour lesquels les travaux ont été réalisés ou les charges constatées, mais dont les transferts en vertu des programmes d'aide sont versés par le gouvernement de façon pluriannuelle. Cette méthode comptable constitue une dérogation à la nouvelle norme qui prévoit la comptabilisation des paiements de transfert à titre de revenus pour le bénéficiaire lorsqu'ils sont autorisés par le gouvernement cédant à la suite de l'exercice de son pouvoir habilitant et que le bénéficiaire a satisfait aux critères d'admissibilité, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Les incidences de la comptabilisation actuelle sur les états financiers consolidés aux 31 décembre 2014 et 2013 sont les suivantes :

	Surévaluation/ (sous-évaluation) en milliers de dollars	
	2014	2013
<b>État consolidé de la situation financière</b>		
Débiteurs et Actifs financiers	33 415 066	32 198 439
Actifs financiers nets (dette nette)	(33 415 066)	(32 198 439)
Excédent (déficit) accumulé	33 415 066	32 198 439
 <b>État consolidé des résultats</b>		
Transferts et Revenus	1 216 627	1 952 109
Excédent de l'exercice	1 216 627	1 952 109
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	33 415 066	32 198 439

### Opinion avec réserve

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans le paragraphe « Fondement de l'opinion avec réserve », les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Lévis au 31 décembre 2014 ainsi que des résultats de ses activités, de la variation des actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

## RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

---

**Observation**

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Lévis inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) et présentées aux pages S8, S9, S23-1, S23-2 et S25, portent sur l'établissement de l'excédent de l'exercice et la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

*Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.*

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.  
Société de comptables professionnels agréés  
Lévis (Québec)

CPA, auditeur, CMA permis de comptabilité publique no A122005

DATE 2014-05-05

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		<u>Réalisations 2013</u>	<u>Budget 2014</u>	<u>Réalisations 2014</u>			
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	<u>Total consolidé<sup>1</sup></u>
<b>Revenus</b>							
<b>Fonctionnement</b>							
Taxes	1	182 695 526	191 659 407	192 833 097			192 775 943
Compensations tenant lieu de taxes	2	7 209 195	6 959 125	7 057 536			7 057 536
Quotes-parts	3					14 202 487	
Transferts	4	18 414 904	6 407 411	8 693 860		5 029 114	12 923 660
Services rendus	5	9 443 191	7 433 518	7 789 154		7 217 225	14 895 805
Imposition de droits	6	8 837 294	7 618 950	9 990 443			9 990 443
Amendes et pénalités	7	3 081 264	3 497 200	3 404 307			3 404 307
Intérêts	8	1 356 033	1 234 200	1 279 747		250 538	1 530 285
Autres revenus	9	6 127 284	354 174	5 845 253		2 601 238	8 444 991
	10	237 164 691	225 163 985	236 893 397		29 300 602	251 022 970
<b>Investissement</b>							
Taxes	11						
Quotes-parts	12						
Transferts	13	11 120 867	10 120 000	9 709 964		4 812 229	14 522 193
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14	13 522 228	495 000	12 941 576			12 941 576
Autres	15	55 913	287 000	65 101		28 208	93 309
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17	24 699 008	10 902 000	22 716 641		4 840 437	27 557 078
	18	261 863 699	236 065 985	259 610 038		34 141 039	278 580 048
<b>Charges</b>							
Administration générale	19	25 265 142	24 583 551	24 797 793	1 315 221		26 113 014
Sécurité publique	20	45 977 450	46 264 929	48 172 568	3 519 218		51 691 786
Transport	21	36 765 074	37 111 838	35 405 766	11 743 467	25 132 913	61 612 758
Hygiène du milieu	22	38 162 553	37 730 596	38 579 228	16 434 046	3 529 759	55 366 007
Santé et bien-être	23	2 252 326	2 878 372	3 062 801			3 062 801
Aménagement, urbanisme et développement	24	15 608 199	14 816 544	16 485 388	325 161	2 059 125	17 545 059
Loisirs et culture	25	29 816 289	31 186 937	31 210 503	4 560 597		35 771 100
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	13 725 590	13 807 984	13 361 123		1 368 415	14 729 538
Amortissement des immobilisations	28	35 801 728	35 801 727	37 897 710	( 37 897 710 )		
	29	243 374 351	244 182 478	248 972 880		32 090 212	265 892 063
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	30	18 489 348	(8 116 493)	10 637 158		2 050 827	12 687 985

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Réalizations 2013		Budget 2014		Réalizations 2014	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé <sup>1</sup>	
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	18 489 348	(8 116 493)	10 637 158	2 050 827	12 687 985	
Moins: revenus d'investissement	2	( 24 699 008 )	( 10 902 000 )	( 22 716 641 )	( 4 840 437 )	( 27 557 078 )	
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	3	(6 209 660)	(19 018 493)	(12 079 483)	(2 789 610)	(14 869 093)	
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
<b>Immobilisations</b>							
Amortissement	4	35 801 728	35 801 727	37 897 710	4 361 656	42 259 366	
Produit de cession	5	202 043		369 806	14 334	384 140	
(Gain) perte sur cession	6	(164 043)		(160 306)	10 104	(150 202)	
Réduction de valeur / Reclassement	7						
	8	35 839 728	35 801 727	38 107 210	4 386 094	42 493 304	
<b>Propriétés destinées à la revente</b>							
Coût des propriétés vendues	9	2 612 868		2 913 827		2 913 827	
Réduction de valeur / Reclassement	10						
	11	2 612 868		2 913 827		2 913 827	
<b>Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales</b>							
Remboursement ou produit de cession	12				461 777	461 777	
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13						
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14				34 796	34 796	
	15				496 573	496 573	
<b>Financement</b>							
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	2 731 060	9 635 550	8 000 959	295 688	8 296 647	
Remboursement de la dette à long terme	17	( 26 442 384 )	( 27 371 597 )	( 27 857 365 )	( 3 082 336 )	( 30 939 701 )	
	18	(23 711 324)	(17 736 047)	(19 856 406)	(2 786 648)	(22 643 054)	
<b>Affectations</b>							
Activités d'investissement	19	( 644 984 )	( 400 000 )	( 1 351 587 )	( 170 345 )	( 1 521 932 )	
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>							
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	309 198	(67 000)	530 277	799	531 076	
Excédent de fonctionnement affecté	21	3 442 711	2 464 465	4 197 579	280 130	4 477 709	
Réserves financières et fonds réservés	22	(4 796 407)	(1 918 952)	(3 644 327)	122 821	(3 521 506)	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(466 888)	874 300	(402 313)	45 706	(356 607)	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24						
	25	(2 156 370)	952 813	(670 371)	279 111	(391 260)	
	26	12 584 902	19 018 493	20 494 260	2 375 130	22 869 390	
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	27	6 375 242		8 414 777	(414 480)	8 000 297	

<sup>1</sup> Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Réalizations 2013		Budget 2014		Réalizations 2014	
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé <sup>1</sup>	
<b>Revenus d'investissement</b>	1	24 699 008	10 902 000	22 716 641	4 840 437	27 557 078
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
<b>Immobilisations</b>						
Acquisition						
Administration générale	2	( 1 235 579 )	( 1 991 000 )	( 6 479 371 )	( 83 721 )	( 6 563 092 )
Sécurité publique	3	( 4 503 729 )	( 3 880 000 )	( 2 868 361 )	( )	( 2 868 361 )
Transport	4	( 32 382 761 )	( 21 024 000 )	( 31 720 430 )	( 8 883 633 )	( 40 604 063 )
Hygiène du milieu	5	( 39 475 669 )	( 28 011 000 )	( 25 067 285 )	( 1 384 981 )	( 26 452 266 )
Santé et bien-être	6	( )	( )	( )	( )	( )
Aménagement, urbanisme et développement	7	( 121 695 )	( 7 332 000 )	( 22 633 )	( 22 597 )	( 45 230 )
Loisirs et culture	8	( 4 186 960 )	( 9 086 000 )	( 8 379 005 )	( )	( 8 379 005 )
Réseau d'électricité	9	( )	( )	( )	( )	( )
	10	( 81 906 393 )	( 71 324 000 )	( 74 537 085 )	( 10 374 932 )	( 84 912 017 )
<b>Propriétés destinées à la revente</b>						
Acquisition	11	( 1 558 256 )	( 283 000 )	( 3 564 783 )	( )	( 3 564 783 )
<b>Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales</b>						
Émission ou acquisition	12	( )	( )	( )	( 552 000 )	( 552 000 )
<b>Financement</b>						
Financement à long terme des activités d'investissement	13	44 755 348		53 509 261	5 429 026	58 938 287
<b>Affectations</b>						
Activités de fonctionnement	14	644 984	400 000	1 351 587	170 345	1 521 932
Excédent accumulé						
Excédent de fonctionnement non affecté	15	2 045 000		198 843		198 843
Excédent de fonctionnement affecté	16	39 900				
Réserves financières et fonds réservés	17	7 354 270		8 621 590	552 000	9 173 590
	18	10 084 154	400 000	10 172 020	722 345	10 894 365
	19	(28 625 147)	(71 207 000)	(14 420 587)	(4 775 561)	(19 196 148)
<b>Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales</b>	20	(3 926 139)	(60 305 000)	8 296 054	64 876	8 360 930

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Réalizations 2013		Budget 2014		Réalizations 2014		Total consolidé <sup>1</sup>
		Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés	
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	18 489 348		(8 116 493)		10 637 158	2 050 827	12 687 985
Variation des immobilisations								
Acquisition	2	( 81 906 393 )	(	71 324 000 )	(	74 537 085 )	( 10 374 932 )	( 84 912 017 )
Produit de cession	3	202 043				369 806	14 334	384 140
Amortissement	4	35 801 728		35 801 727		37 897 710	4 361 656	42 259 366
(Gain) perte sur cession	5	(164 043)				(160 306)	10 104	(150 202)
Réduction de valeur / Reclassement	6							
	7	(46 066 665)		(35 522 273)		(36 429 875)	(5 988 838)	(42 418 713)
Variation des propriétés destinées à la revente	8	1 054 611				(650 955)		(650 955)
Variation des stocks de fournitures	9	(262 052)				53 157	(9 362)	43 795
Variation des autres actifs non financiers	10	(1 636 115)				(397 960)	(28 256)	(426 216)
	11	(843 556)				(995 758)	(37 618)	(1 033 376)
	12	(28 420 873)		(43 638 766)		(26 788 475)	(3 975 629)	(30 764 104)
<b>Gains (pertes) de réévaluation nets</b>	13							
<b>Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette</b>	14	(28 420 873)		(43 638 766)		(26 788 475)	(3 975 629)	(30 764 104)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(249 073 377)				(278 910 033)	(27 480 791)	(306 390 824)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16	(1 415 783)				86 135	202	86 337
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(250 489 160)				(278 823 898)	(27 480 589)	(306 304 487)
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice</b>	18	(278 910 033)				(305 612 373)	(31 456 218)	(337 068 591)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES  
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		<u>2013</u>		<u>2014</u>	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé <sup>1</sup>
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>					
Encaisse	1	14 210 355	26 939 918	1 506 025	28 445 943
Placements temporaires	2			760 634	760 634
Débiteurs (note 5)	3	100 173 666	102 086 915	31 296 142	133 124 029
Prêts (note 6)	4	107 151	107 151	1 563 134	1 670 285
Placements à long terme (note 7)	5			3 711 171	3 711 171
Participations dans des entreprises municipales	6				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7				
Autres actifs financiers (note 9)	8				
	9	114 491 172	129 133 984	38 837 106	167 712 062
<b>PASSIFS</b>					
Découvert bancaire	10			367 173	367 173
Emprunts temporaires (note 10)	11	30 536 343	26 597 530	3 518 887	30 116 417
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	55 460 976	71 559 078	7 365 014	78 665 064
Revenus reportés (note 12)	13	1 168 584	1 094 281	129 525	1 223 806
Dette à long terme (note 13)	14	304 932 502	333 238 768	58 973 725	392 212 493
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	1 302 800	2 256 700	(61 000)	2 195 700
	16	393 401 205	434 746 357	70 293 324	504 780 653
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)</b>	17	(278 910 033)	(305 612 373)	(31 456 218)	(337 068 591)
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>					
Immobilisations (note 15)	18	793 946 897	830 376 772	75 044 468	905 421 240
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	11 112 645	11 763 600		11 763 600
Stocks de fournitures	20	1 848 260	1 795 103	247 228	2 042 331
Autres actifs non financiers (note 17)	21	2 565 539	2 963 499	245 610	3 209 109
	22	809 473 341	846 898 974	75 537 306	922 436 280
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	8 377 473	11 457 926	429 318	11 887 244
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	24	21 593 236	18 823 871	3 161 228	21 985 099
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	( 22 287 779 )	( 27 142 191 )	( 868 890 )	( 28 011 081 )
Financement des investissements en cours	26	(22 456 785)	(15 881 359)	(2 348 315)	(18 229 674)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	545 337 163	554 028 354	43 707 747	597 736 101
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	530 563 308	541 286 601	44 081 088	585 367 689

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Réalizations 2013		Réalizations 2014		
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé <sup>1</sup>	
<b>Activités de fonctionnement</b>					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	18 489 348	10 637 158	2 050 827	12 687 985
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	35 801 728	37 897 710	4 361 656	42 259 366
Autres					
- Gain/perte sur cession d'immo	3	(164 043)	(160 306)	10 104	(150 202)
- Var.plac./exercices antérieurs	4	(1 635 901)	86 137	(334 323)	(248 186)
	5	52 491 132	48 460 699	6 088 264	54 548 963
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	(8 836 690)	(1 913 249)	(1 866 818)	(3 814 236)
Autres actifs financiers	7	(3 481 727)	(4 817 936)		(4 817 936)
Créditeurs et charges à payer	8	(1 808 188)	16 098 102	265 020	16 397 291
Revenus reportés	9	(148 859)	(74 303)	19 442	(54 861)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(1 641 500)	953 900	(23 900)	930 000
Propriétés destinées à la revente	11	1 054 611	(650 955)		(650 955)
Stocks de fournitures	12	(262 052)	53 157	(9 362)	43 795
Autres actifs non financiers	13	(1 636 115)	(397 960)	(28 256)	(426 216)
	14	35 730 612	57 711 455	4 444 390	62 155 845
<b>Activités d'investissement en immobilisations</b>					
Acquisition	15 (	81 906 393 ) (	74 537 085 ) (	10 374 932 ) (	84 912 017 )
Produit de cession	16	202 043	369 806	14 334	384 140
	17	(81 704 350)	(74 167 279)	(10 360 598)	(84 527 877)
<b>Activités de placement</b>					
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18 (	) (	) (	552 000 ) (	552 000 )
Remboursement ou cession	19			461 777	461 777
Variation nette des placements temporaires	20			(42 851)	(42 851)
Variation nette des autres placements à long terme	21			(213 644)	(213 644)
	22			(346 718)	(346 718)
<b>Activités de financement</b>					
Émission de dettes à long terme	23	50 595 768	60 524 075	14 180 000	74 704 075
Remboursement de la dette à long terme	24 (	30 289 520 ) (	31 784 009 ) (	4 915 823 ) (	36 699 832 )
Variation nette des emprunts temporaires	25	8 049 319	(3 938 813)	(4 501 384)	(8 440 197)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(451 980)	(433 800)	(65 641)	(499 441)
Autres	27				
-	28				
	29	27 903 587	24 367 453	4 697 152	29 064 605
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	30	(18 070 151)	7 911 629	(1 565 774)	6 345 855
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice</b>	31	20 900 949	3 050 916	2 231 536	5 282 452
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)</b>	32	2 830 798	10 962 545	665 762	11 628 307

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		<u>Réalisations 2013</u>	<u>Budget 2014</u>	<u>Réalisations 2014</u>		
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	<u>Total consolidé<sup>1</sup></u>
<b>Rémunération</b>	1	80 878 077	84 631 308	84 955 307	10 232 169	95 147 776
<b>Charges sociales</b>	2	22 470 882	23 626 671	20 950 109	2 267 039	23 207 223
<b>Biens et services</b>	3	65 891 673	58 791 536	63 012 353	12 140 556	75 033 306
<b>Frais de financement</b>						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	9 742 930	10 075 347	9 580 065	876 067	10 456 132
D'autres organismes municipaux	5				465 014	465 014
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	1 292 883	1 389 837	1 354 058		1 354 058
D'autres tiers	7	4 620		17 815		17 815
Autres frais de financement	8	2 685 157	2 342 800	2 409 185	27 334	2 436 519
<b>Contributions à des organismes</b>						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	524 451	556 655	11 034 567		564 959
Autres	10	14 000 269	14 655 958	3 536 594	129 230	456 746
Autres organismes	11	5 858 108	5 756 739	7 361 267	1 246 927	7 285 079
<b>Amortissement des immobilisations</b>	12	35 801 728	35 801 727	37 897 710	4 361 656	42 259 366
<b>Autres</b>						
- Réclamation dommages & intérêt	13	524 088	215 942	1 744 090		1 744 090
- Aide financière, contribution	14	3 467 820	6 293 090	5 107 431		5 107 431
- créances douteuses ou irrecouv	15	231 665	44 868	12 329	344 220	356 549
	16	243 374 351	244 182 478	248 972 880	32 090 212	265 892 063

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Budget 2014	Réalizations	
			2014	2013
<b>Revenus</b>				
Taxes	1	191 602 207	192 775 943	182 695 526
Compensations tenant lieu de taxes	2	6 959 125	7 057 536	7 146 688
Quotes-parts	3			
Transferts	4	55 990 455	27 445 853	37 189 767
Services rendus	5	14 553 497	14 895 805	16 580 890
Imposition de droits	6	7 618 950	9 990 443	8 837 294
Amendes et pénalités	7	3 497 200	3 404 307	3 081 264
Intérêts	8	1 238 200	1 530 285	1 587 385
Autres revenus	9	4 105 640	21 479 876	21 590 849
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	285 565 274	278 580 048	278 709 663
<b>Charges</b>				
Administration générale	12	27 358 762	26 113 014	26 521 034
Sécurité publique	13	49 461 892	51 691 786	49 174 413
Transport	14	61 150 808	61 612 758	60 754 448
Hygiène du milieu	15	52 240 994	55 366 007	54 825 637
Santé et bien-être	16	2 878 372	3 062 801	2 252 326
Aménagement, urbanisme et développement	17	14 933 135	17 545 059	16 328 829
Loisirs et culture	18	35 579 470	35 771 100	34 208 822
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	15 535 527	14 729 538	14 949 232
	21	259 138 960	265 892 063	259 014 741
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	22	26 426 314	12 687 985	19 694 922
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		572 593 452	553 954 093
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24		86 252	(1 055 563)
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		572 679 704	552 898 530
<b>Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice</b>	26		585 367 689	572 593 452

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Budget 2014	Réalizations	
			2014	2013
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	26 426 314	12 687 985	19 694 922
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	) (	84 912 017 ) (	85 919 437 )
Produit de cession	3		384 140	203 743
Amortissement	4		42 259 366	40 158 081
(Gain) perte sur cession	5		(150 202)	(163 655)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7		(42 418 713)	(45 721 268)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		(650 955)	1 054 611
Variation des stocks de fournitures	9		43 795	(228 376)
Variation des autres actifs non financiers	10		(426 216)	(1 783 979)
	11		(1 033 376)	(957 744)
	12	26 426 314	(30 764 104)	(26 984 090)
<b>Gains (pertes) de réévaluation nets</b>	13			
<b>Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette</b>	14	26 426 314	(30 764 104)	(26 984 090)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(306 390 824)	(278 350 426)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16		86 337	(1 056 308)
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(306 304 487)	(279 406 734)
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice</b>	18		(337 068 591)	(306 390 824)

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES GAINS ET PERTES DE RÉÉVALUATION  
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
Gains (pertes) de réévaluation cumulés au début de l'exercice	19	
Gains (pertes) non réalisés attribuables aux éléments suivants :		
Dérivés	20	
Placements à long terme	21	
Autres		
-	22	
-	23	
Montants reclassés dans l'état des résultats		
-	24	
<b>Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice</b>	25	
Autre élément du résultat étendu présenté par les entreprises municipales	26	
<b>Gains (pertes) de réévaluation cumulés à la fin de l'exercice</b>	27	

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

	<b>2014</b>	<b>2013</b>
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>		
Encaisse	1 28 445 943	16 751 862
Placements temporaires	2 760 634	640 828
Débiteurs (note 5)	3 133 124 029	129 309 793
Prêts (note 6)	4 1 670 285	1 535 260
Placements à long terme (note 7)	5 3 711 171	3 507 533
Participations dans des entreprises municipales	6	
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7	
Autres actifs financiers (note 9)	8	
	9 167 712 062	151 745 276
<b>PASSIFS</b>		
Découvert bancaire	10 367 173	
Emprunts temporaires (note 10)	11 30 116 417	38 556 659
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12 78 665 064	62 307 383
Revenus reportés (note 12)	13 1 223 806	1 278 667
Dette à long terme (note 13)	14 392 212 493	354 727 691
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15 2 195 700	1 265 700
	16 504 780 653	458 136 100
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)</b>	17 (337 068 591)	(306 390 824)
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>		
Immobilisations (note 15)	18 905 421 240	863 002 612
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19 11 763 600	11 112 645
Stocks de fournitures	20 2 042 331	2 086 126
Autres actifs non financiers (note 17)	21 3 209 109	2 782 893
	22 922 436 280	878 984 276
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>	23 585 367 689	572 593 452
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :		
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	24 585 367 689	572 593 452
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	25	
	26 585 367 689	572 593 452
Obligations contractuelles (note 18)		
Éventualités (note 19)		

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
<b>Activités de fonctionnement</b>			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	12 687 985	19 694 922
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	42 259 366	40 158 081
Autres			
- Gain sur cession immo	3	(150 202)	(164 641)
- Var plac /Redress.ex.antérieur	4	(248 186)	(1 415 783)
	5	54 548 963	58 272 579
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(3 814 236)	(12 437 643)
Autres actifs financiers	7	(4 817 936)	(3 481 727)
Créditeurs et charges à payer	8	16 397 291	(1 601 917)
Revenus reportés	9	(54 861)	(137 446)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	930 000	(1 648 700)
Propriétés destinées à la revente	11	(650 955)	1 054 611
Stocks de fournitures	12	43 795	(228 376)
Autres actifs non financiers	13	(426 216)	(1 782 406)
	14	62 155 845	38 008 975
<b>Activités d'investissement en immobilisations</b>			
Acquisition	15	( 84 912 017 )	( 85 919 437 )
Produit de cession	16	384 140	203 743
	17	(84 527 877)	(85 715 694)
<b>Activités de placement</b>			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	( 552 000 )	( 1 135 006 )
Remboursement ou cession	19	461 777	585 776
Variation nette des placements temporaires	20	(42 851)	153 649
Variation nette des autres placements à long terme	21	(213 644)	(124 686)
	22	(346 718)	(520 267)
<b>Activités de financement</b>			
Émission de dettes à long terme	23	74 704 075	76 857 173
Remboursement de la dette à long terme	24	( 36 699 832 )	( 33 702 856 )
Variation nette des emprunts temporaires	25	(8 440 197)	(13 573 441)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(499 441)	(753 463)
Autres			
-	27		51 174
-	28		
	29	29 064 605	28 878 587
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	30	6 345 855	(19 348 399)
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice</b>	31	5 282 452	24 630 851
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)</b>	32	11 628 307	5 282 452

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

### 1. Statut de l'organisme municipal

La Ville a été constituée le 1er janvier 2002 en vertu de la Loi portant sur la réforme de l'organisation territoriale municipale des régions métropolitaines de Montréal, de Québec et de l'Outaouais.

### 2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au « Manuel de la présentation de l'information financière municipale » publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organisme présenté aux pages S8 et S9, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S11, S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la Ville excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

#### A) Périmètre comptable et partenariat

Le périmètre comptable de la Ville englobe les opérations financières des organismes qui sont sous son contrôle, ce qui équivaut à la part sous son contrôle dans le cas des partenariats. Le périmètre comptable de la Ville comprend les organismes suivants : Société de transport de Lévis, Société de développement économique de Lévis (CLD) et Célébrations Lévis 2011. De plus, la Ville participe au partenariat dans la Régie intermunicipale de gestion des déchets des Chutes-de-la-Chaudière.

Les comptes de la Ville et des autres organismes compris dans le périmètre comptable sont consolidés ligne par ligne dans les états financiers, proportionnellement à la quote-part revenant à la Ville dans le cas d'un partenariat. Ainsi, les comptes sont harmonisés selon les méthodes comptables de la Ville et combinés ligne par ligne, et les opérations et les soldes interorganismes sont éliminés.

Le taux de participation de la Ville dans les opérations de la Régie intermunicipale de gestion des déchets des Chutes-de-la-Chaudière pour l'exercice est de 93,9592 %, faisant varier le taux de participation cumulatif dans la situation financière de 94,4716 % en début d'exercice à 94,4357 % à la fin de l'exercice.

#### B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments de revenus, de charges, d'actifs et de passifs sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions leur donnant lieu.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**C) Actifs financiers**

Les prêts et placements à long terme sont comptabilisés au coût.

**D) Actifs non financiers**

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

**Stocks**

Les stocks se composent de fournitures qui seront consommées dans le cours normal des opérations au cours des prochains exercices financiers. Ces stocks sont comptabilisés au coût établi selon la méthode du coût moyen.

**Immobilisations**

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Le coût comprend les frais financiers capitalisés pendant la période de construction ou d'amélioration. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les immobilisations sont amorties, à compter de l'année suivant leur transfert à la catégorie d'immobilisation appropriée, à l'exception des terrains qui ne sont pas amortis, en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Infrastructures	de 5 à 40 ans
Bâtiments	de 10 à 40 ans
Améliorations locatives	15 ans
Véhicules	de 3 à 16 ans
Ameublement et équipement de bureau	de 5 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	10 ans
Autres	5 ans

**E) Revenus de transfert**

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

### F) Avantages sociaux futurs

#### Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participent la Ville, la Société de transport de Lévis et la Régie intermunicipale de gestion des déchets des Chutes-de-la-Chaudière est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Les Régimes enregistrés d'épargne-retraite (REER) offerts par la Ville, la Société de transport de Lévis, la Société de développement économique de Lévis (CLD) et la Régie intermunicipale de gestion des déchets des Chutes-de-la-Chaudière sont comptabilisés comme des régimes de retraite à cotisations déterminées.

Les régimes de retraite à prestations déterminées interemployeurs, auxquels participe la Société de transport de Lévis sans en être le promoteur, sont comptabilisés comme des régimes de retraite à cotisations déterminées.

#### Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (Loi). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sur les soldes d'ouverture et les résultats de l'exercice 2014 sont décrits dans les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs à la page S24-1 des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2014 selon la méthode de la valeur liée au marché lissée

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

sur une période de 5 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir aux fins de taxation.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés peut faire l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir aux fins de taxation.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014****G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'administration municipale a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'administration municipale a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :

- pour les salaires et les avantages sociaux : sur une période maximale de 20 ans;  
- pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.

- Avantages sociaux futurs :

- pour le passif constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés, sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants;  
- pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;  
- à titre de mesure d'allègement pour la perte actuarielle engendrée par la crise financière de 2008 ou pour toute autre situation permise relativement aux régimes de retraite à prestations déterminées : devra avoir été complètement renversé au terme de la DMERCA;  
- à titre de mesure d'allègement pour les excédents de la charge sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés : devra avoir été complètement renversé au terme de la DMERCA.

- Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement :

- Tout excédent de la charge sur les sommes à verser en fiducie sera financé à long terme en 2015.

- Mesures transitoires relatives à la TVQ :

- au fur et à mesure du remboursement au fonds général sur une période maximale de 10 ans.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :

- pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

**H) Instruments financiers**

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**I) Autres éléments****Encaisse et placements affectés**

Les placements temporaires et les placements à long terme sont comptabilisés au coût.

**Prêts**

Les prêts sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur de recouvrement nette.

**Passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement**

La Régie intermunicipale de gestion des déchets des Chutes-de-la-Chaudière (Régie) comptabilise un passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement qu'elle a exploités. Le passif provisionné correspond à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs liés au recouvrement final, à la revégétation, au contrôle des produits de lixiviation, à la qualité des eaux, au contrôle et à la récupération des gaz, à l'acquisition de nouveaux terrains devant servir de zones tampons et à l'entretien des divers systèmes de contrôle et de drainage. Ces coûts estimatifs sont comptabilisés en fonction de la capacité utilisée des sites.

Les hypothèses relatives au calcul de ces coûts sont révisées périodiquement pour tenir compte des progrès dans la gestion des sites d'enfouissement.

**Obligations environnementales**

La Ville comptabilise un passif environnemental lorsque l'application de mesures correctives est probable et que les coûts de ces mesures peuvent être estimés de façon raisonnable.

**Dettes à long terme**

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

**Propriétés destinées à la revente**

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette.

**Autres actifs non financiers**

Les frais payés d'avance représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la Ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la Ville bénéficiera des services acquis.

Les frais relatifs à la confection du rôle d'évaluation sont amortis linéairement sur 3 ans.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**3. Modification de méthodes comptables**

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
<b>4. Encaisse et placements affectés</b>			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	17 423 944	12 273 714
Placements temporaires	2	99 492	56 641
Placements à long terme	3	3 386 499	3 172 855
<b>Note</b>			
<b>5. Débiteurs</b>			
Taxes municipales	4	37 165 060	34 056 842
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	78 417 310	79 898 411
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	12 394 536	7 895 318
Organismes municipaux	8	87 295	252 501
Autres			
- Cour municipale	9	1 150 002	1 020 804
- Autres débiteurs	10	3 909 826	6 185 917
	11	133 124 029	129 309 793
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	54 284 118	51 265 364
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14	58 642	86 184
	15	54 342 760	51 351 548
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	2 313 137	1 934 205
<b>Note</b>			
<b>6. Prêts</b>			
Prêts à un office d'habitation	17	107 151	107 151
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
- Prêts du FLI	19	1 563 134	1 428 109
-	20		
	21	1 670 285	1 535 260
<b>Note</b>			
Les prêts du FLI portent intérêt à des taux variant de 6,25 % à 11 % ainsi qu'au taux préférentiel majoré de 3 %, sont encaissables par versements mensuels de 50 077 \$ incluant capital et intérêts, et viennent à échéance entre mars 2015 et décembre 2019.			
<b>7. Placements à long terme</b>			
Placements à titre d'investissement	22	324 672	334 678
Autres placements	23	3 386 499	3 172 855
	24	3 711 171	3 507 533
<b>Note</b>			
Les placements à titre d'investissement sont constitués d'actions dans des sociétés privées et investis dans le cadre du Fonds local d'investissement. Les placements à long terme sont constitués d'obligations dont les taux d'intérêt varient de 1,75 % à 4,875 % et échéant de 2015 à 2022 pour un coût de 2 660 172 \$ et d'actions canadiennes pour un coût			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

---

**2014**

**2013**

---

de 944 049 \$. Ces placements sont détenus dans la fiducie du fonds de gestion post-fermeture.

---

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
<b>8. Avantages sociaux futurs</b>			
<b>Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	(2 016 900)	(1 102 300)
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	(178 800)	(163 400)
	27	<u>(2 195 700)</u>	<u>(1 265 700)</u>
<b>Charge de l'exercice</b>			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	12 196 800	13 370 100
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	19 500	21 100
Régimes à cotisations déterminées	30	388 030	136 878
Autres régimes (REER et autres)	31	100 232	213 631
Régimes de retraite des élus municipaux	32	286 134	283 386
	33	<u>12 990 696</u>	<u>14 025 095</u>

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

<b>9. Autres actifs financiers</b>			
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34		
Autres	35		
	36		

**Note**

- 10. Emprunts temporaires**  
La Ville dispose d'un emprunt bancaire d'un montant autorisé de 60 000 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel diminué de 0,75 % et venant à échéance le 31 décembre 2025.
- La Régie dispose de deux marges de crédit autorisées aux montants de 1 000 000 \$ et de 6 550 000 \$, portant respectivement intérêt au taux préférentiel majoré de 0,5 % et au taux préférentiel.
- Le CLD dispose d'une marge de crédit d'un montant autorisé de 100 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel majoré de 3,5 %.

<b>11. Crédoeurs et charges à payer</b>			
Fournisseurs	37	38 340 735	26 101 463
Salaires et avantages sociaux	38	27 659 932	23 563 212
Dépôts et retenues de garantie	39	5 475 061	6 716 160
Provision pour contestations d'évaluation	40	1 421 198	534 559
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41	3 410 721	3 070 405
Autres			
- Intérêts courus	42	2 121 334	2 015 035
- Autres	43	217 141	291 309
-	44	7 879	9 597
-	45	11 063	5 643
-	46		
	47	<u>78 665 064</u>	<u>62 307 383</u>

**Note**

Passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement

Conformément à la convention de fiducie intervenue le 14 juillet 1998 et selon les exigences précisées à la « condition 21 » du décret numéro 701-98 adopté par le gouvernement du Québec en date du 27 mai 1998 et modifié par le décret numéro 1083-2007 du 5 décembre 2007, la Régie s'est engagée à mettre en oeuvre un programme de surveillance

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

2014

2013

des eaux de lixiviation pour la période de gestion d'après-fermeture du site d'enfouissement.

Le passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture de la Régie est constaté dans ses états financiers en fonction de la capacité utilisée de la décharge, laquelle est mesurée selon une méthode volumétrique (en mètres cubes).

Au 31 décembre 2014, le passif présenté au titre des activités de fermeture est de 262 000 \$ et celui présenté au titre des activités d'après-fermeture est de 3 368 000 \$. Le total des dépenses estimatives rattachées aux activités de fermeture et d'après-fermeture est de 336 000 \$ pour l'exercice 2014. Le solde restant à constater est de 11 332 255 \$ pour une capacité restante de la décharge de 1 683 076 mètres cubes. La durée de vie restante estimative de la décharge est de 26 ans. La durée estimative de la période au cours de laquelle il sera nécessaire de poursuivre les activités d'après-fermeture est de 30 ans.

Selon les exigences précisées à la « condition 21 » du décret, la Régie s'est engagée à constituer sous forme de fiducie des garanties financières ayant pour but de couvrir les coûts afférents à la gestion d'après-fermeture du lieu d'enfouissement sanitaire autorisé. Elle doit verser au patrimoine fiduciaire, durant la période d'exploitation, laquelle prendra fin le 28 février 2041, des contributions dont la valeur totale doit être équivalente à la valeur que représente la somme de 3 181 952 \$ actualisée (montant exprimé en dollars de 1998), par indexation au 1er janvier de chacune des années ou parties d'années comprises dans la période d'exploitation, sur la base du taux de variation des indices des prix à la consommation pour le Canada. De plus, à la fin de chaque période de cinq années d'exploitation, la valeur totale des contributions à verser au patrimoine fiduciaire ainsi que le montant de la contribution à verser pour chaque mètre cube de déchets (après compactage) enfouis doivent faire l'objet d'une réévaluation et, le cas échéant, d'ajustement.

Le montant des actifs affectés au règlement du passif au titre des activités d'après-fermeture au 31 décembre 2014 est de 4 090 887 \$.

Le règlement des activités de fermeture sera effectué à même un règlement d'emprunt.

**12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	48	248 958	390 520
Transferts	49	59 885	103 487
Autres			
- Revenus reportés	50	830 660	610 330
- R.Retraie CAARA anciens élus	51	84 303	174 330
	52	1 223 806	1 278 667

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

						<b>2014</b>	<b>2013</b>
<b>13. Dette à long terme</b>							
		<b>Taux d'intérêt</b>	<b>Échéance</b>				
		<b>de</b>	<b>à</b>	<b>de</b>	<b>à</b>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,40	4,80	2015	2024	53	390 585 765	352 980 588
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Gains (pertes) de change reportés					55		
					56		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises	1,56	5,44	2015	2026	57	5 555 143	5 111 232
Organismes municipaux					58		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					59		
Autres	2,00	2,00	2015	2028	60	817 828	882 673
					61	396 958 736	358 974 493
Frais reportés liés à la dette à long terme					62	( 4 746 243 )	( 4 246 802 )
					63	392 212 493	354 727 691

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<b>Obligations et billets</b>		<b>Autres dettes à long terme</b>		<b>Total 2014</b>			
	<b>Avec fonds d'amortissement</b>	<b>Sans fonds d'amortissement</b>	<b>Location-acquisition</b>	<b>Autres</b>				
2015	64	72	37 793 193	80	89	1 465 411	97	39 258 604
2016	65	73	36 669 780	81	90	1 168 382	98	37 838 162
2017	66	74	35 988 710	82	91	825 275	99	36 813 985
2018	67	75	35 333 130	83	92	429 857	100	35 762 987
2019	68	76	33 661 149	84	93	423 845	101	34 084 994
2020 et +	69	77	211 139 802	85	94	2 060 202	102	213 200 004
	70	78	390 585 764	86	95	6 372 972	103	396 958 736
Intérêts et frais accessoires				87	( )		104	( )
	71	79	390 585 764	88	96	6 372 972	105	396 958 736

**Note**

	<b>2014</b>	<b>2013</b>
<b>14. Actifs financiers nets (dette nette)</b>		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	106	(337 068 591)
Tiers		(306 390 824)
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	107	
Autres	108	
	109	(337 068 591)
		(306 390 824)

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<b>15. Immobilisations</b>		<b>Solde au début</b>		<b>Addition</b>		<b>Cession / Ajustement</b>		<b>Solde à la fin</b>
<b>COÛT</b>								
Infrastructures								
Eau potable	110	242 728 066	138	23 249 619	165		192	265 977 685
Eaux usées	111	323 969 169	139	11 947 470	166		193	335 916 639
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	112	346 535 806	140	17 015 903	167		194	363 551 709
Autres	113	144 196 903	141	12 959 705	168		195	157 156 608
Réseau d'électricité	114		142		169		196	
Bâtiments	115	147 444 631	143	10 005 408	170	26 995	197	157 423 044
Améliorations locatives	116	3 596 062	144		171		198	3 596 062
Véhicules	117	76 566 432	145	6 961 938	172	2 164 033	199	81 364 337
Ameublement et équipement de bureau	118	31 411 815	146	1 423 154	173		200	32 834 969
Machinerie, outillage et équipement divers	119	37 601 800	147	3 616 149	174	137 500	201	41 080 449
Terrains	120	18 177 667	148	7 606 194	175	209 500	202	25 574 361
Autres	121	649 391	149		176		203	649 391
	122	<u>1 372 877 742</u>	150	<u>94 785 540</u>	177	<u>2 538 028</u>	204	<u>1 465 125 254</u>
Immobilisations en cours	123	<u>66 283 580</u>	151	<u>(9 873 523)</u>	178		205	<u>56 410 057</u>
	124	<u>1 439 161 322</u>	152	<u>84 912 017</u>	179	<u>2 538 028</u>	206	<u>1 521 535 311</u>
<b>AMORTISSEMENT CUMULÉ</b>								
Infrastructures								
Eau potable	125	71 009 165	153	5 973 569	180		207	76 982 734
Eaux usées	126	145 496 018	154	8 006 099	181		208	153 502 117
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	127	147 115 646	155	8 142 938	182		209	155 258 584
Autres	128	80 480 027	156	4 598 400	183		210	85 078 427
Réseau d'électricité	129		157		184		211	
Bâtiments	130	51 058 604	158	3 676 400	185	11 473	212	54 723 531
Améliorations locatives	131	1 777 445	159	241 129	186		213	2 018 574
Véhicules	132	35 424 085	160	6 290 182	187	2 155 032	214	39 559 235
Ameublement et équipement de bureau	133	23 395 398	161	2 059 310	188		215	25 454 708
Machinerie, outillage et équipement divers	134	19 802 632	162	3 257 020	189	137 500	216	22 922 152
Autres	135	<u>599 690</u>	163	<u>14 319</u>	190		217	<u>614 009</u>
	136	<u>576 158 710</u>	164	<u>42 259 366</u>	191	<u>2 304 005</u>	218	<u>616 114 071</u>
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>	137	<u>863 002 612</u>					219	<u>905 421 240</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	220		223		225		227	
Amortissement cumulé	221	(_____)	224	(_____)	226	(_____)	228	(_____)
Valeur comptable nette	222	<u>_____</u>					229	<u>_____</u>

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
<b>16. Propriétés destinées à la revente</b>			
Immeubles de la réserve foncière	230	6 739 223	6 500 910
Immeubles industriels municipaux	231	5 024 377	4 611 735
Autres	232		
	233	11 763 600	11 112 645
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	234		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	235	11 763 600	11 112 645

**Note****17. Autres actifs non financiers**

Frais payés d'avance	236	2 529 372	1 829 249
Frais reportés			
- Rôle d'évaluation	237	679 737	953 644
-	238		
	239	3 209 109	2 782 893

**Note****18. Obligations contractuelles****Ville de Lévis :**

La Ville s'est engagée à assumer 10 % du déficit d'exploitation de l'Office municipal d'habitation de Lévis.

La Ville s'est engagée envers certains fournisseurs pour une somme de 59 455 000 \$ au 31 décembre 2014.

Ces engagements concernent principalement l'entretien de propriétés appartenant à la Ville, le déneigement de rues, l'entretien du réseau d'éclairage, la cueillette et le transport des ordures et des matières recyclables incluant la fourniture de bacs roulants, la fourniture et livraison de carburant, la fourniture de services professionnels, baux et location de patinoires.

Les échéances se répartissent comme suit :

2015 :	23 811 000 \$
2016 :	13 928 000 \$
2017 :	7 540 000 \$
2018 :	6 098 000 \$
2019 :	3 716 000 \$
2020 à 2028 :	4 362 000 \$

**Société de développement économique de Lévis (CLD) :**

Les versements relatifs à des contrats de location d'espaces à bureaux et d'équipements, échéant respectivement en mai 2018 et en décembre 2018, totalisent 290 322 \$ et se

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

---

répartissent comme suit : 2015 à 2017 - 83 829 \$ et 2018 - 38 835 \$.

Le conseil d'administration a approuvé des projets d'aide financière de 139 750 \$, 24 250 \$ et 3 693 \$ dans le fonds de développement des entreprises d'économie sociale, le fonds des jeunes promoteurs et le fonds Triple F respectivement, ainsi que des prêts de 80 000 \$ pour le fonds local d'investissement, de 25 000 \$ dans le fonds Triple F, et pour lesquels les déboursés n'ont pas encore eu lieu.

### **Régie intermunicipale de gestion des déchets des Chutes-de-la-Chaudière :**

En vertu de l'entente relative à la constitution de la Régie, celle-ci s'est engagée à verser une compensation à la municipalité de Saint-Lambert-de-Lauzon pour la durée de l'entente, soit 75 ans. La compensation est de 3,2491 \$ la tonne métrique, représentant une dépense de 137 538 \$ en 2014 et elle sera indexée jusqu'en 2024 au taux de 1,74 %. La compensation annuelle ne peut être inférieure à 80 000 \$.

La Régie s'est engagée en vertu d'un contrat échéant le 31 décembre 2018 pour l'exploitation du lieu d'enfouissement sanitaire de Saint-Lambert-de-Lauzon. Les versements estimatifs totaux s'élèvent à 1 724 524 \$ et se répartissent comme suit : 2015 à 2018 - 431 131 \$, basé sur un tonnage annuel approximatif de 43 000 tonnes métriques de déchets.

Les versements relatifs à un contrat de déneigement échéant au printemps 2018 totalisent 99 409 \$ et se répartissent comme suit : 2014 à 2017 - 26 509 \$ et 2018 - 19 882 \$.

La Régie a signé un contrat d'entretien des aérateurs et des pompes échéant au printemps 2016. Les versements totalisent 38 215 \$ et se répartissent comme suit : 2015 - 24 357 \$ et 2016 - 13 858 \$.

### **Société de transport de Lévis :**

Les versements relatifs à divers contrats de location, d'entretien et à d'autres services, échéant de 2015 à 2017, totalisent 275 103 \$ et se répartissent comme suit : 2015 - 125 934 \$; 2016 - 93 114 \$ et 2017 - 56 055 \$.

De plus, la Société a signé un contrat de transport adapté échéant en décembre 2018. Les versements relatifs à ce contrat totalisent 2 020 241 \$ et se répartissent comme suit : 2015 - 490 236 \$; 2016 - 500 030 \$; 2017 - 509 931 \$ et 2018 - 520 044 \$.

La Société a également signé un contrat de transport en commun échéant en décembre 2016. Les versements relatifs à ce contrat totalisent 6 569 897 \$ et se répartissent comme suit : 2015 - 3 252 208 \$ et 2016 - 3 317 689 \$.

## **19. Éventualités**

### **a) Cautionnement et garantie**

#### **Parc Nautique Lévy (1984) inc.**

La Ville a signé une convention avec Parc Nautique Lévy (1984) inc., par laquelle elle accepte de cautionner la Corporation pour un montant maximal de 340 000 \$ aux fins de financer le projet d'agrandissement à la Marina. Le solde du cautionnement au 31 décembre 2014 s'élève à 82 192 \$.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

---

**Club de Curling Etchemin (1961) ltée**

Dans le cadre du projet d'ajout de 2 glaces à l'immeuble situé au 235 rue Saint-Robert, la Ville a accepté de cautionner le Club de Curling Etchemin (1961) ltée pour un montant maximal de 350 000 \$, ce cautionnement étant garanti par une hypothèque du même montant affectant ledit immeuble. Le solde de l'emprunt est de 6 879 \$ au 31 décembre 2014.

**Complexe de soccer Honco de Lévis**

La Ville s'est engagée, jusqu'en 2027, à verser au Complexe de soccer Honco de Lévis un montant correspondant à tout déficit annuel d'encaisse jusqu'à concurrence d'un montant de 100 000 \$ annuellement. Le déficit annuel d'encaisse correspond aux profits nets plus l'amortissement des immobilisations moins la portion capital du remboursement de la dette moins l'amortissement des apports reportés affectés aux immobilisations.

De plus, la Ville a consenti un cautionnement personnel dégressif des obligations de la Corporation Complexe de soccer Honco de Lévis pour un montant n'excédant pas la moitié du solde de l'emprunt hypothécaire consenti pour un montant de 5 500 000 \$ pour la construction du Complexe. Le solde des emprunts au 31 décembre 2014 s'élève à 4 263 181 \$, donc pour un solde de cautionnement consenti par la Ville de 2 131 591 \$.

**Festivent inc.**

La Ville a cautionné un prêt d'un montant de 95 000 \$ de l'organisme Festivent inc. afin de maintenir ses activités auprès de la population lévisienne. Le solde est de 95 000 \$ au 31 décembre 2014. Le remboursement du prêt se fera en deux versements, soit un de 47 500 \$ au 30 novembre 2015 et l'autre de 47 500 \$ au 30 novembre 2016.

**b) Auto-assurance**

En responsabilité civile générale, la Ville couvre elle-même les réclamations jusqu'à concurrence de 1 000 000 \$ par sinistre. Une réserve financière a d'ailleurs été créée en 2002 afin de niveler sur plusieurs exercices les impacts financiers qui pourraient en résulter.

**c) Poursuites**

Différentes poursuites et réclamations contre la Ville totalisent environ 64 800 000 \$. De l'avis des procureurs de la Ville, les montants réclamés sont nettement exagérés ou non fondés et la défense de la Ville est considérée comme très sérieuse.

**d) Autres**

s.o.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**20. Redressement aux exercices antérieurs**

S.O.

**21. Données budgétaires**

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale.

**22. Instruments financiers**

S.O.

		2014		2013
<b>23. Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>				
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :				
Encaisse	240	28 445 943		16 751 862
Découvert bancaire	241	( 367 173 )	(	56 641 )
Placements temporaires	242	760 634		640 828
<i>Ajouter</i>				
-	243			
-	244			
-	245			
-	246			
<i>Déduire</i>				
- Encaisse affecté - réserv.fond	247	( 17 111 605 )	(	12 053 597 )
- Placements temp. Affectés	248	( 99 492 )	(	56 641 )
-	249		(	
-	250		(	
-	251		(	
-	252		(	
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance)</b>				
<b>à la fin de l'exercice</b>	253	11 628 307		5 282 452

**Note**

La politique de la Ville consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le positif et le négatif, et les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition. De plus, les sommes qui ne peuvent être utilisées pour les opérations courantes, en raison de restrictions quelconques ou parce qu'elles sont réservées à d'autres fins, ne sont pas incluses dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

---

**24. Utilisation d'estimations**

La préparation des états financiers, conformément aux normes comptables pour le secteur public, exige que la direction procède à des estimations et pose des hypothèses qui ont une influence sur le montant présenté au titre des actifs et des passifs, sur l'information fournie à l'égard des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers et sur le montant présenté au titre des produits et des charges au cours de la période considérée. Ces estimations sont révisées périodiquement et des ajustements sont apportés au besoin aux résultats de l'exercice au cours duquel ils deviennent connus.

---

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

---

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 11 887 244	9 830 314
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2 21 985 099	25 066 372
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	3 ( 28 011 081 ) (	23 025 718 )
Financement des investissements en cours	4 (18 229 674)	(24 745 828)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	5 597 736 101	585 468 312
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	6	
	7 585 367 689	572 593 452

**VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS**

**Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés**

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale

- Ex-Municipalité	8 517 222	575 282
- Affectation exercice suivant	9 2 211 434	2 047 339
- Excédent aff. cession actifs	10 320 659	312 401
- Aff.projets act.fin.non termin	11 2 576 346	3 716 415
-	12	
-	13	
-	14	
-	15	
-	16	
	17 5 625 661	6 651 437

Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés

- Fonds affectés SDE	18 501 343	634 805
- Exercice suivant	19 569 740	280 168
- Activité après fermeture	20 642 226	577 663
	21 1 713 309	1 492 636

Réserves financières

- Fonds autoass.Franchise assur.	22 394 099	781 681
- Développement du territoire	23 5 000 000	4 405 063
- Réserve pourvoir regime de ret	24 1 511 610	1 000 000
- Cours d'eau,Lutte criminalité	25 454 686	508 524
- Déneige.énergie, assign.temp.	26 1 662 458	1 669 915
	27 9 022 853	8 365 183

Fonds réservés

Fonds de roulement	28 1 249 283	4 077 637
Fonds parcs et terrains de jeux	29 2 289 181	1 438 754
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	30 207 655	374 017
Société québécoise d'assainissement des eaux	31 1 885	100 911
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	32 1 051 172	1 894 793
Financement des activités de fonctionnement	33 616 876	497 339
Autres		
- Fonds FLI	34 207 224	173 665
-	35	
-	36	
-	37	
	38 5 623 276	8 557 116
	39 21 985 099	25 066 372

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>		
Modifications comptables du 1 <sup>er</sup> janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 ( 295 306 )	( 358 163 )
Intérêts sur la dette à long terme	41 ( 53 515 )	( 98 433 )
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 ( 1 032 700 )	( 1 147 500 )
Régimes non capitalisés	43 ( )	( )
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 ( )	( )
Autres	45 ( 2 379 700 )	( 2 564 200 )
Régimes non capitalisés	46 ( )	( )
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47 ( 246 173 )	( 195 663 )
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	48 ( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	49 ( )	( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	50 ( )	( )
Autres		
-	51 ( )	( )
-	52 ( )	( )
	53 ( 4 007 394 )	( 4 363 959 )
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	54 ( 3 963 500 )	( )
Autre financement	55 ( 20 040 187 )	( 18 661 759 )
	56 ( 28 011 081 )	( 23 025 718 )
<b>Financement des investissements en cours</b>		
Financement non utilisé	57 16 376 445	15 063 293
Investissements à financer	58 ( 34 606 119 )	( 39 809 121 )
	59 (18 229 674)	(24 745 828)
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>		
Éléments d'actif		
Immobilisations	60 905 421 240	863 002 612
Propriétés destinées à la revente	61 11 763 600	11 112 645
Prêts	62 1 670 285	1 535 260
Placements à titre d'investissement	63 324 672	334 678
Participations dans des entreprises municipales	64	
	65 919 179 797	875 985 195
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	66 392 212 493	354 727 691
Frais reportés liés à la dette à long terme	67 4 746 243	4 246 802
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	68 ( 54 342 760 )	( 51 351 548 )
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	69 ( 20 855 501 )	( 16 678 566 )
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	70 ( )	( )
	71 321 760 475	290 944 379
Dette en cours de refinancement et autres éléments	72 (316 779)	(427 496)
	73 321 443 696	290 516 883
	74 597 736 101	585 468 312

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>3</u>	2 <u>          </u>	3 <u>          </u>

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

**Description générale**

Les régimes de retraite à prestations déterminées ont pour but d'accumuler les sommes nécessaires au versement de rentes viagères aux employés lors de leur retraite. Celles-ci sont calculées en fonction du nombre d'années de service et d'un pourcentage préétabli de la rémunération. Les paramètres servant à fixer la rente varient d'un régime à l'autre.

Depuis 2006, les groupes des Cadres, Professionnels, Cols Blancs, Cols Bleus et Policiers cotisent dans le nouveau régime complémentaire de retraite des employés de la Ville de Lévis qui a été créé le 1er janvier 2004. Les pompiers cotisent, depuis 2010, dans le régime de retraite des employés de la Ville de Lévis (régime de l'ex-Ville de Lévis).

Le régime de retraite à prestations déterminées de la Société de transport de Lévis est en vigueur depuis le 1er janvier 2011 et s'applique au personnel cadre et professionnel non syndiqué.

**La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal**

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (RLRQ, c. 15) (Loi). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (service antérieur) et le service qui s'accumule à compter de cette date (service postérieur). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 est requise par la Loi pour tous les régimes visés. Un processus prévoit une période de négociations débutant le 1er février 2015 afin de déterminer la nature des changements qui seront apportés aux régimes. En l'absence d'entente, une décision sans appel sera prise ultimement par un arbitre. Il est à noter que selon les conditions prévues à la Loi, certains régimes peuvent faire l'objet de report dans le processus avec négociations à compter du 1er janvier 2016 (régimes avec report). Pour ces régimes avec report, une évaluation au 31 décembre 2014 sera requise. Certains changements de la Loi s'appliquent dès le 1er janvier 2014, d'autres s'appliquent à la conclusion de l'entente entre les parties alors que d'autres éléments s'appliquent à la fin de la convention collective en vigueur pour les régimes avec report.

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Puisque l'issue de ces démarches est indéterminable, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2014.

La Loi prévoit divers éléments visant les modalités du service antérieur et celles du service postérieur. Sans être une liste exhaustive, voici les principaux changements prévus à la Loi.

Pour le service antérieur :

- Élimination de l'indexation automatique de la rente de retraite et de la prestation additionnelle pour les participants actifs;
- Partage du déficit attribuable aux participants actifs entre la municipalité et les participants actifs (portion entre 45 % et 50 % aux participants actifs);
- Suspension possible de l'indexation automatique des rentes des participants retraités à compter de 2017 selon certaines conditions prévues à la Loi (incluant une décision de la municipalité prise à cet effet avec convocation des retraités à une assemblée);

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Pour le service postérieur :

- Élimination de l'indexation automatique de la rente de retraite et de la prestation additionnelle pour les participants actifs;
- Plafonnement de la cotisation d'exercice à 18 % ou 20 % de la masse salariale, selon le groupe d'employés concernés, sujet à certains ajustements haussiers prévus à la Loi;
- Partage à 50/50 de la cotisation d'exercice entre les participants actifs et la municipalité;
- Partage à 50/50 des déficits liés au service postérieur entre les participants actifs et la municipalité;
- Mise en place d'un fonds de stabilisation auquel des cotisations d'au moins 10 % de la cotisation d'exercice seront versées (parts égales entre les participants actifs et la municipalité).

**Application de la Loi aux régimes de la Ville et ses entités consolidées**

La Ville et ses entités consolidées participent à deux régimes de retraite qui sont visés par la Loi, dont un fera l'objet du processus de négociations dès février 2015 et l'autre est admissible au report. Les incidences de ces modifications pour la Ville aux résultats de 2014 sont résumées ci-après :

- Élimination de l'indexation automatique des rentes de retraite et de la prestation additionnelle des participants actifs (a) :
  - Incidence sur le coût des services passés : (303 600 \$),
  - Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie : 303 600 \$,
  - Incidence sur le coût du service courant de l'exercice : (901 800 \$);
- Partage du déficit des participants actifs, au-delà de l'indexation automatique et de la prestation additionnelle (b) :
  - Incidence sur le coût des services passés : (2 386 200 \$),
  - Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie : 2 386 200 \$,
  - Incidence sur le coût du service courant de l'exercice : aucune;
- Partage du déficit des participants retraités (c) : aucune incidence;
- Plafond du service courant (d) : aucune incidence;
- Partage du service courant (e) : aucune incidence;
- Partage du déficit lié au service postérieur (e) : aucune incidence;
- Cotisation au fonds de stabilisation (e) : aucune incidence;
- Grand total des incidences :
  - Incidence sur le coût des services passés : (2 689 800 \$),
  - Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie : 2 689 800 \$,
  - Incidence sur le coût du service courant de l'exercice : (901 800 \$).

(a) Le coût des services passés représente l'élimination de l'indexation automatique et de la prestation additionnelle. Tel que prévu à la Loi, si la valeur dépasse la part de déficit qui doit être assumée par les participants actifs, une réserve doit être maintenue pour l'excédent. La réserve, s'il y a lieu, est établie en fonction d'une hypothèse d'un partage de 45 % assumé par les participants actifs, ce qui correspond au seuil minimal exigé par la Loi. L'élimination de l'indexation automatique et de la prestation additionnelle affecte également le coût du service courant.

(b) Le coût des services passés est établi en fonction d'une hypothèse d'un partage de 45 % assumé par les participants, ce qui correspond au seuil minimal exigé par la Loi. Il représente la part de déficit pris en charge par les participants actifs qui dépasse, s'il y a lieu, la valeur de l'indexation automatique et de la prestation additionnelle éliminées. Pour les régimes avec report, le coût est établi en considérant la valeur minimale entre la situation financière selon l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 et le meilleur estimé de la situation financière au 31 décembre 2014, obtenus par extrapolation de l'obligation au titre des prestations constituées du 31 décembre 2013 et en considérant la valeur réelle de l'actif au 31 décembre 2014.

(c) Les incidences du partage du déficit des participants retraités n'ont pas été prises

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

en compte au 31 décembre 2014, puisque ce partage dépend notamment d'une décision future de la Ville et de la situation financière du régime en date du 31 décembre 2015.

(d) L'incidence du plafond du service courant est établie pour les régimes sans report en considérant la différence entre 1) le service courant prévu actuellement au régime net de l'effet de l'indexation automatique et de la prestation additionnelle éliminées et 2) le plafond établi selon les modalités de la Loi. Comme cette disposition ne prend effet qu'à la fin de la convention en vigueur pour les régimes avec report, elle n'a pas d'incidence sur les coûts de 2014 dans le cas de ces régimes.

(e) Ces modalités n'ont pas d'incidence sur les résultats de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 puisqu'elles ne s'appliquent qu'à compter de l'entente entre les parties ou la date de fin de la convention en vigueur pour les régimes avec report (sauf si les parties avaient déjà convenu de créer un fonds de stabilisation et que celui-ci est déjà en vigueur).

**Prestations :**

À compter de la date de sa retraite normale, chaque participant a droit à une rente normale dont le montant varie en fonction du régime auquel il a participé et de la fonction qu'il occupe.

Ces prestations sont en général basées sur le salaire final moyen, sauf dans le cas d'un régime inactif qui tient compte du salaire de chaque année de contribution, redressé en fonction d'une indexation. Le pourcentage préétabli est de 2 % par année de service. Il peut être réduit, selon le régime et le groupe d'employés, d'un pourcentage du maximum des gains admissibles fixé par la Régie des rentes du Québec.

Enfin, pour certains groupes d'employés, des prestations de raccordement peuvent être accordées entre la date de retraite anticipée et la date normale de retraite.

Politiques de capitalisation et de placement :

Régimes à prestations déterminées : Les politiques de capitalisation et de placement varient d'un régime à l'autre, selon les choix des comités de retraite et en fonction des dispositions des régimes.

Études actuarielles :

Tous les régimes font l'objet d'une évaluation actuarielle à tous les trois ans, préparée par des actuaires, en fonction des dispositions légales applicables à ces types de régimes de retraite. Les dernières évaluations sont en date du 31 décembre 2013 pour les régimes de la Ville et pour celui de la Société de transport de Lévis.

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 (1 102 300)	(2 768 100)
Charge de l'exercice	5 ( 12 196 800 )	( 13 370 100 )
Cotisations versées par l'employeur	6 11 282 200	15 035 900
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>(2 016 900)</u>	<u>(1 102 300)</u>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 224 551 800	198 392 300
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 ( 243 765 200 )	( 237 307 900 )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 (19 213 400)	(38 915 600)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 17 196 500	37 813 300
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 (2 016 900)	(1 102 300)
Provision pour moins-value	13 ( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>(2 016 900)</u>	<u>(1 102 300)</u>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes en cause	15 <u>3</u>	<u>3</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 224 551 800	198 392 300
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 ( 243 765 200 )	( 237 307 900 )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 ( 19 213 400 )	( 38 915 600 )
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 14 121 200	13 953 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 (2 689 800)	-
	21 11 431 400	13 953 000
Cotisations salariales des employés	22 ( 6 507 200 )	( 6 079 800 )
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ( 14 300 )	( 36 000 )
	24 4 909 900	7 837 200
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 2 448 300	2 953 400
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 2 689 800	-
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27 -	-
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28 -	-
Variation de la provision pour moins-value	29 -	-
Autres	30 -	-
	31 -	-
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>10 048 000</u>	<u>10 790 600</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 13 897 900	12 829 000
Rendement espéré des actifs	34 ( 11 749 100 )	( 10 249 500 )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 2 148 800	2 579 500
Charge de l'exercice	36 <u>12 196 800</u>	<u>13 370 100</u>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
<b>Informations complémentaires</b>		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 17 715 300	14 776 400
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 ( 11 749 100 )	( 10 249 500 )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 5 966 200	4 526 900
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40 9 531 900	6 100
Prestations versées au cours de l'exercice	41 9 359 500	7 434 500
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 251 127 400	211 664 300
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44 16	16
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation</b> (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45 6,30 %	5,80 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46 6,30 %	5,80 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47 3,25 %	3,25 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48 2,25 %	2,25 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49 %	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50 %	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
- Valeur oblig. implicite incluse	52 8 100	
-	53	

**B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54 <u>1</u>	55 <u></u>	56 <u></u>

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

Le régime supplémentaire de retraite des cadres supérieurs désignés de la Ville de Lévis est entré en vigueur le 1er janvier 2011. L'objectif du RSR est de permettre à certains cadres supérieurs désignés de la Ville de Lévis de recevoir des prestations de retraite supplémentaires en excédent de celles qui sont prévues aux termes du régime de base.

Le participant qui prend sa retraite à sa date de retraite normale a droit à une rente annuelle qui commence à lui être versée à compter de sa date de retraite normale.

Le montant de cette rente est égal à :

a) 2 % de son salaire final moyen multiplié par sa période de service crédité;  
moins

b) le montant de la rente qui lui est payable à compter de sa date de retraite normale en vertu des dispositions du régime de base, en supposant que cette rente est payable selon le mode normal de versement prévu au régime de base.

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
<b>Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Passif au début de l'exercice	57 ( 163 400 )	( 146 300 )
Charge de l'exercice	58 ( 19 500 )	( 21 100 )
Prestations ou primes versées par l'employeur	59 4 100	4 000
Passif à la fin de l'exercice	60 ( <u>178 800</u> )	( <u>163 400</u> )
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61 ( 178 000 )	( 169 400 )
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 (800)	6 000
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63 ( <u>178 800</u> )	( <u>163 400</u> )

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64 9 600	11 400
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65	
	66 9 600	11 400
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 ( )	( )
	68 9 600	11 400
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72	
Autres	73	
-	74	
-	75	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	76 9 600	11 400
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	77 9 900	9 700
Charge de l'exercice	19 500	21 100
<b>Informations complémentaires</b>		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78 5 300	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79 3	4
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation</b> (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80 6,30 %	5,80 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81 3,25 %	3,25 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82 2,25 %	2,25 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83 %	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84 %	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85	
Autres hypothèses économiques	86	
-	87	

**C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 3

**Description des régimes et autres renseignements**

Les employés de garage participent à un régime de retraite à cotisations déterminées administré par le Syndicat national des employés de garage du Québec inc. Les employés cotisent au régime à un taux de 7 % et l'employeur y contribue à un taux de 10,5 % du salaire régulier.

Depuis septembre 2013, les chauffeurs participent à un régime de retraite à prestations déterminées interemployeurs, soit le Régime de retraite des employés municipaux du Québec. Les employés cotisent au régime à un taux de 5,5 % et l'employeur y contribue à un taux de 6,75 % du salaire régulier. Étant donné que ce régime est un régime interemployeurs, la société comptabilise ce régime comme s'il était un régime à cotisations déterminées.

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

---

**Description des régimes et autres renseignements**

Les employés de bureau syndiqués participent à un régime de retraite à prestations déterminées interemployeurs, soit le Régime de retraite par financement salarial de la FTQ. Les employés cotisent au régime à un taux de 3 % et l'employeur y contribue à un taux de 6 % du salaire régulier. Étant donné que ce régime est un régime interemployeurs, la Société comptabilise ce régime comme s'il était un régime à cotisations déterminées.

<b>Charge de l'exercice</b>	<u><b>2014</b></u>	<u><b>2013</b></u>
Cotisations de l'employeur	89 <u>388 030</u>	<u>136 878</u>

---

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)**

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 3

**Description des régimes et autres renseignements**

Ville de Lévis :

La Ville de Lévis participe à un REER collectif établi au bénéfice des brigadiers scolaires. Sa contribution est de 7 %, tout comme celle des employés.

Régie intermunicipale de gestion des déchets des Chutes-de-la-Chaudière :

La Régie contribue au régime enregistré d'épargne retraite collectif des employés pour un montant équivalent à 4 % de leur salaire brut annuel. Le pourcentage est porté à 6 % après 4 années de service continu et à 8 % ou 9 % après 9 années de service continu. La contribution de l'employeur est conditionnelle à ce que les employés participent audit régime dans les mêmes proportions.

Société de transport de Lévis :

Jusqu'en septembre 2013, les chauffeurs participaient à un REER collectif auquel ils contribuaient à un taux minimum de 3 % et l'employeur à un taux de 6 % du salaire régulier.

Société de développement économique de Lévis (CLD) :

La Société participe au REER collectif établi au bénéfice de ses employés. Sa contribution est égale à 6 % du salaire et celle des employés est de 4 %.

<b>Charge de l'exercice</b>	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Cotisations de l'employeur 91	<u>100 232</u>	<u>213 631</u>

**E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX**

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92  Oui  
 93  Non

Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 94 17 16

**Description du régime**

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire, s'il y a lieu, aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		<b>2014</b>	<b>2013</b>
<b>Cotisations des élus au RREM</b>	95	<u>59 209</u>	<u>59 030</u>
<b>Charge de l'exercice</b>			
Contributions de l'employeur au RREM	96	199 537	199 047
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	97	<u>86 597</u>	<u>84 339</u>
	98	<u>286 134</u>	<u>283 386</u>

**Note**

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2014**

---

**Administration municipale**

Dettes à long terme	1	337 411 731
---------------------	---	-------------

**Ajouter**

Activités d'investissement à financer	2	31 891 019
---------------------------------------	---	------------

Activités de fonctionnement à financer	3	3 148 186
--	---	-----------

Dettes en cours de refinancement	4	
----------------------------------	---	--

Autres	5	
--------	---	--

-	6	
---	---	--

**Déduire**

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé	7	765 680
-------------------	---	---------

Débiteurs	8	28 636 038
-----------	---	------------

Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
---	---	--

Autres montants	10	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	10 533 691
--	----	------------

Autres	12	
--------	----	--

-	13	
---	----	--

---

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	332 515 527
---	----	-------------

<b>Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés</b>	15	34 319 244
--	----	------------

Endettement net à long terme	16	366 834 771
------------------------------	----	-------------

**Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes**

Municipalité régionale de comté	17	
---------------------------------	----	--

Communauté métropolitaine	18	134 143
---------------------------	----	---------

Autres organismes	19	
-------------------	----	--

---

Endettement total net à long terme	20	366 968 914
------------------------------------	----	-------------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
---	----	--

---

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	366 968 914
---	----	-------------

---

Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
--	----	--

---

---

# RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>		
	<b>Budget</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>	
<b>TAXES</b>	<b>2014</b>	<b>2014</b>	<b>2014</b>	<b>2013</b>	
<b>SUR LA VALEUR FONCIÈRE</b>					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	111 432 423	111 840 923	111 783 769	105 319 292
Taxes spéciales					
Service de la dette	2	27 409 635	27 551 912	27 551 912	25 170 466
Activités de fonctionnement	3	10 671 466	11 093 924	11 093 924	10 535 352
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5	9 474 700	9 485 957	9 485 957	10 451 455
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7				
Autres	8				
	9	158 988 224	159 972 716	159 915 562	151 476 565
<b>SUR UNE AUTRE BASE</b>					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	10 671 500	10 750 222	10 750 222	9 847 058
Égout	11				
Traitement des eaux usées	12	7 391 000	7 469 943	7 469 943	7 338 431
Matières résiduelles	13	13 055 300	12 980 979	12 980 979	12 450 089
Autres					
-	14				
-	15				
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17	633 383	692 853	692 853	627 902
Service de la dette	18	920 000	966 384	966 384	955 481
Activités de fonctionnement	19				
Activités d'investissement	20				
	21	32 671 183	32 860 381	32 860 381	31 218 961
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	22				
Autres	23				
	24				
	25	32 671 183	32 860 381	32 860 381	31 218 961
	26	191 659 407	192 833 097	192 775 943	182 695 526

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
<b>COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES</b>				
<b>GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES</b>				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	242 899	236 478	230 783
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28	12 747	11 226	12 265
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31	255 646	247 704	243 048
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	1 978 235	2 181 615	2 105 408
Cégeps et universités	33	1 122 122	1 088 244	1 111 207
Écoles primaires et secondaires	34	2 863 422	2 729 516	2 995 075
	35	5 963 779	5 999 375	6 211 690
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	6 219 425	6 247 079	6 454 738
<b>GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES</b>				
Taxes sur la valeur foncière	41	362 200	394 822	355 821
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42	8 400	8 729	12 630
Taxes d'affaires	43			
	44	370 600	403 551	368 451
<b>ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47			
<b>AUTRES</b>				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49	369 100	406 906	323 499
	50	369 100	406 906	323 499
	51	6 959 125	7 057 536	7 146 688

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
<b>TRANSFERTS</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT</b>				
<b>Administration générale</b>	52	87 476	24 987	26 626
<b>Sécurité publique</b>				
Police	53	144 422	146 389	71 732
Sécurité incendie	54	10 936	10 805	13 435
Sécurité civile	55		1 262 853	3 109 012
Autres	56			
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	119 467	130 491	169 723
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60		2 777 914	2 522 147
Transport adapté	61		910 374	967 927
Transport scolaire	62			
Autres	63		465 014	322 123
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66	76 554	76 495	76 273
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67	470 318	515 621	533 473
Réseau de distribution de l'eau potable	68	43 361	45 648	50 747
Traitement des eaux usées	69	182 336	169 646	206 848
Réseaux d'égout	70	43 349	52 310	57 497
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71	1 490 000	1 445 208	1 534 239
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72			
Tri et conditionnement	73	1 425 065	31 167	1 343 255
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77		43 975	43 975
Autres	78			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81	7 736	10 270	17 661
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	82	5 000		20 000
Rénovation urbaine	83	427 564	1 157 998	897 978
Promotion et développement économique	84	897 558	808 555	994 356
Autres	85	2 490	35 105	51 629
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	86	97 190	121 429	131 661
Activités culturelles				
Bibliothèques	87	460 855	461 925	474 730
Autres	88	203 234	208 072	123 533
<b>Réseau d'électricité</b>	89			
	90	6 194 911	6 758 949	13 716 605

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT</b>				
<b>Administration générale</b>	91	5 800	5 800	
<b>Sécurité publique</b>				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	96	1 772 000	1 530 376	1 991 232
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99			
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105		4 812 229	3 765 329
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106	11 916	11 916	5 065 171
Réseau de distribution de l'eau potable	107	3 027 000	1 692 491	2 427 112
Traitement des eaux usées	108			
Réseaux d'égout	109	1 329 000	1 119 788	1 420 558
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116	8 000		
Autres	117			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123	3 772 000	4 971 826	4 971 826
Autres	124			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	125	94 000	296 987	207 000
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			9 794
Autres	127	118 000	80 780	
<b>Réseau d'électricité</b>	128			
	129	10 120 000	9 709 964	14 886 196

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget 2014</b>	<b>Réalisations 2014</b>	<b>Réalisations 2014</b>	<b>Réalisations 2013</b>
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS DE DROIT</b>				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131			
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	1 722 408	1 722 408	8 374 463
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137	212 500	212 503	212 503
	138	212 500	1 934 911	8 586 966
<b>TOTAL DES TRANSFERTS</b>	139	16 527 411	18 403 824	37 189 767

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
<b>SERVICES RENDUS</b>				
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
Administration générale				
Application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142			
	143			
Sécurité publique				
Police	144	1 025 308	1 069 254	1 069 254
Sécurité incendie	145			
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148	1 025 308	1 069 254	1 069 254
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152		473 397	446 711
Autres	153			
	154		473 397	446 711
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155			
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167			
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176			
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179			
Réseau d'électricité	180			
	181	1 025 308	1 069 254	1 542 651
				1 489 644

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>		
	<b>Budget</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>	
<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>	<b>2014</b>	<b>2014</b>	<b>2014</b>	<b>2013</b>	
<b>AUTRES SERVICES RENDUS</b>					
Administration générale	182	363 932	432 495	329 451	303 991
Sécurité publique	183	652 245	719 473	719 473	685 330
Transport					
Réseau routier	184	1 310 555	1 379 913	1 379 913	2 732 480
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	185			6 063 081	5 960 039
Transport adapté	186			286 124	251 018
Transport scolaire	187				
Autres	188			9 871	18 967
Autres	189				
Hygiène du milieu	190	987 041	1 283 370	1 660 592	2 197 489
Santé et bien-être	191				
Aménagement, urbanisme et développement	192	675 654	638 086	638 086	627 900
Loisirs et culture	193	2 418 783	2 266 563	2 266 563	2 314 032
Réseau d'électricité	194				
	195	6 408 210	6 719 900	13 353 154	15 091 246
<b>TOTAL DES SERVICES RENDUS</b>	196	7 433 518	7 789 154	14 895 805	16 580 890
<b>IMPOSITION DE DROITS</b>					
Licences et permis	197	1 318 950	2 914 225	2 914 225	2 221 424
Droits de mutation immobilière	198	6 300 000	6 869 280	6 869 280	6 323 882
Droits sur les carrières et sablières	199		206 938	206 938	291 988
Autres	200				
	201	7 618 950	9 990 443	9 990 443	8 837 294
<b>AMENDES ET PÉNALITÉS</b>	202	3 497 200	3 404 307	3 404 307	3 081 264
<b>INTÉRÊTS</b>	203	1 234 200	1 279 747	1 530 285	1 587 385
<b>AUTRES REVENUS</b>					
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204		160 306	150 202	(37 718)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205		4 169 586	4 169 586	4 726 587
Gain (perte) sur cession de placements	206			(10 205)	(36 114)
Contributions des promoteurs	207	495 000	12 941 576	12 941 576	13 522 228
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			2 351 176	2 331 354
Contributions des organismes municipaux	209				
Autres contributions	210		65 101	65 101	
Autres	211	641 174	1 515 361	1 812 440	1 084 512
	212	1 136 174	18 851 930	21 479 876	21 590 849

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2014	Réalizations 2014			Réalizations 2014	Réalizations 2013
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
<b>ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>							
Conseil	1	3 111 901	2 790 062	112 608	2 902 670	2 902 670	2 740 735
Application de la loi	2	1 705 610	1 584 813	54 377	1 639 190	1 639 190	1 650 225
Gestion financière et administrative	3	9 318 701	8 615 255	706 789	9 322 044	9 322 044	9 135 725
Greffe	4	2 971 568	3 051 759	184 779	3 236 538	3 236 538	5 077 898
Évaluation	5	3 104 486	3 046 085	88 207	3 134 292	3 134 292	3 076 812
Gestion du personnel	6	2 665 320	2 856 058	59 411	2 915 469	2 915 469	2 903 438
Autres	7	1 705 965	2 853 761	109 050	2 962 811	2 962 811	1 936 201
	8	24 583 551	24 797 793	1 315 221	26 113 014	26 113 014	26 521 034
<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>							
Police	9	27 694 145	28 858 905	1 146 102	30 005 007	30 005 007	28 147 869
Sécurité incendie	10	17 178 143	16 740 485	2 373 116	19 113 601	19 113 601	16 645 020
Sécurité civile	11	135 790	1 409 510		1 409 510	1 409 510	3 188 452
Autres	12	1 256 851	1 163 668		1 163 668	1 163 668	1 193 072
	13	46 264 929	48 172 568	3 519 218	51 691 786	51 691 786	49 174 413
<b>TRANSPORT</b>							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	6 308 083	6 453 154	9 719 836	16 172 990	16 172 990	16 046 729
Enlèvement de la neige	15	17 820 506	16 492 845	1 377 037	17 869 882	17 869 882	18 512 283
Éclairage des rues	16	1 128 050	1 268 697	141 068	1 409 765	1 409 765	1 427 058
Circulation et stationnement	17	801 702	667 574		667 574	667 574	759 566
Transport collectif							
Transport en commun	18	11 053 497	10 523 496	3 932	10 527 428	24 990 953	23 555 544
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21			501 594	501 594	501 594	453 268
	22	37 111 838	35 405 766	11 743 467	47 149 233	61 612 758	60 754 448

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2014	Réalizations 2014			Réalizations 2014	Réalizations 2013
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
<b>HYGIÈNE DU MILIEU</b>							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	4 179 887	4 225 072	2 356 286	6 581 358	6 581 358	6 479 349
Réseau de distribution de l'eau potable	24	7 347 019	8 097 681	4 280 330	12 378 011	12 378 011	11 797 631
Traitement des eaux usées	25	2 235 687	2 344 987	3 266 925	5 611 912	5 611 912	5 255 478
Réseaux d'égout	26	5 673 659	5 846 793	5 381 855	11 228 648	11 228 648	11 290 173
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	5 551 121	5 543 110		5 543 110	5 543 110	6 598 223
Élimination	28	4 654 903	4 696 923	1 040 271	5 737 194	6 089 927	5 794 751
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	2 026 800	1 812 959		1 812 959	1 812 959	1 809 895
Tri et conditionnement	30	1 660 328	1 486 122		1 486 122	1 486 122	1 483 487
Matières organiques							
Collecte et transport	31	937 187	977 071		977 071	977 071	983 304
Traitement	32	975 439	1 016 952		1 016 952	1 016 952	1 023 438
Matériaux secs	33	629 737	504 606		504 606	504 606	564 686
Autres	34						
Plan de gestion	35						
Autres	36						
Cours d'eau	37	24 000	165 685		165 685	165 685	144 693
Protection de l'environnement	38	1 654 296	1 654 537		1 654 537	1 654 537	1 277 670
Autres	39	180 533	206 730	108 379	315 109	315 109	322 859
	40	37 730 596	38 579 228	16 434 046	55 013 274	55 366 007	54 825 637
<b>SANTÉ ET BIEN-ÊTRE</b>							
Logement social	41	2 752 432	2 937 801		2 937 801	2 937 801	2 127 326
Sécurité du revenu	42		125 000		125 000	125 000	
Autres	43	125 940					125 000
	44	2 878 372	3 062 801		3 062 801	3 062 801	2 252 326
<b>AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT</b>							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	6 298 496	5 971 147	323 130	6 294 277	6 294 277	6 502 234
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46	75 000	325 000		325 000	325 000	87 930
Autres biens	47	2 995 000	2 019 331		2 019 331	2 019 331	1 229 740
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	4 964 413	4 763 601		4 763 601	5 498 111	5 412 871
Tourisme	49	483 635	492 482		492 482	492 482	483 186
Autres	50						
Autres	51		2 913 827	2 031	2 915 858	2 915 858	2 612 868
	52	14 816 544	16 485 388	325 161	16 810 549	17 545 059	16 328 829

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2014	Réalizations 2014			Réalizations 2014	Réalizations 2013
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
<b>LOISIRS ET CULTURE</b>							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	4 649 336	4 218 124	893 674	5 111 798	5 111 798	5 078 995
Patinoires intérieures et extérieures	54	3 578 647	3 934 131	46 833	3 980 964	3 980 964	3 684 052
Piscines, plages et ports de plaisance	55	2 322 013	2 219 432	83 272	2 302 704	2 302 704	2 106 108
Parcs et terrains de jeux	56	11 371 905	11 860 800	2 426 146	14 286 946	14 286 946	13 436 015
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58						
Autres	59	144 807	147 631	177 508	325 139	325 139	367 768
	60	22 066 708	22 380 118	3 627 433	26 007 551	26 007 551	24 672 938
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	4 647 470	4 555 903	86 477	4 642 380	4 642 380	4 336 884
Bibliothèques	62	4 472 570	4 274 357	672 153	4 946 510	4 946 510	5 025 698
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63						
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65	189	125	174 534	174 659	174 659	173 302
	66	9 120 229	8 830 385	933 164	9 763 549	9 763 549	9 535 884
	67	31 186 937	31 210 503	4 560 597	35 771 100	35 771 100	34 208 822
<b>RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ</b>							
68							
<b>FRAIS DE FINANCEMENT</b>							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	10 670 984	10 222 928		10 222 928	11 411 142	11 279 042
Autres frais	70	794 200	729 010		729 010	881 877	881 786
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71	2 242 800	2 158 100		2 158 100	2 159 414	2 589 200
Autres	72	100 000	251 085		251 085	277 105	199 204
	73	13 807 984	13 361 123		13 361 123	14 729 538	14 949 232
<b>AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS</b>							
	74	35 801 727	37 897 710	( 37 897 710 )			

## **Section II - Autres renseignements financiers**

## TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
<b>Section II - Autres renseignements financiers</b>	
<b>Taux global de taxation réel audité</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
<b>Autres renseignements non audités</b>	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'immobilisations consolidées en remplacement d'infrastructures existantes et pour nouveau développement	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	40
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	41
Taux des taxes	42
Questionnaire	44
Autres renseignements sur l'organisme municipal	45
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2016	46
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	47

## RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

---

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de la Ville de Lévis. Ce taux a été établi par la direction de l'entité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) [les exigences légales].

### **Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel**

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

### **Responsabilité de l'auditeur**

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

### **Opinion**

À notre avis, le taux global de taxation réel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de la Ville de Lévis a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

---

**Observation**

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la Ville de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

*Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.*

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.  
Société de comptables professionnels agréés  
Lévis (Québec)

CPA, auditeur, CMA permis de comptabilité publique no A122005

DATE 2014-05-05

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS**

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1		193 559 037
<b>Ajouter</b>			
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2		<u>                    </u>
<b>Déduire</b>			
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3		
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4		
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5		
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6		
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7		
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative			
Montant relatif aux taxes foncières	8	725 940	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u>                    </u>	10 <u>725 940</u>
<b>Revenus de taxes</b>	11		<u>192 833 097</u>



**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES**

---

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée <sup>1</sup> , au 1 <sup>er</sup> janvier 2014 <sup>2</sup>	1	<u>15 767 309 800</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée <sup>1</sup> , au 31 décembre 2014 <sup>2</sup>	2	<u>16 007 451 900</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>15 887 380 850</u>

**CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL<sup>3</sup>**

---

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>151 631 889</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>15 887 380 850</u>
<b>Taux global de taxation réel de 2014</b>	6	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> / 100 \$

---

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES<sup>1</sup>  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 <sup>er</sup> janvier 2014 <sup>2</sup>	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2014 <sup>2</sup>	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

---

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1<sup>er</sup> janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

---

## **AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS**

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
<b>IMMOBILISATIONS</b>				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	10 318 000	10 048 184	11 759 074
Usines de traitement de l'eau potable	2	3 066 000	2 248 839	10 578 338
Usines et bassins d'épuration	3	939 000	893 668	1 168 085
Conduites d'égout	4	11 512 000	10 519 004	13 809 431
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5	1 293 000	590 693	2 033 156
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	18 539 000	19 973 764	19 090 912
Ponts, tunnels et viaducs	7	815 000	113 529	60 747
Systèmes d'éclairage des rues	8	72 000	68 735	4 503
Aires de stationnement	9	78 000	34 449	
Parcs et terrains de jeux	10	3 994 000	3 492 162	2 261 815
Autres infrastructures	11	7 193 000	6 935 740	5 837 606
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	1 770 000	5 782 193	10 545 193
Édifices communautaires et récréatifs	14	4 909 000	1 550 342	1 745 681
Améliorations locatives	15			33 237
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			137 621
Autres	17	1 869 000	1 993 619	994 814
Ameublement et équipement de bureau	18	1 364 000	1 175 038	1 199 528
Machinerie, outillage et équipement divers	19	896 000	2 206 882	3 588 113
Terrains	20	2 697 000	6 910 244	1 071 583
Autres	21			
	22	71 324 000	74 537 085	85 919 437

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES EN REMPLACEMENT  
D'INFRASTRUCTURES EXISTANTES ET POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Remplacement d'infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23		3 978 851	2 277 062
Usines de traitement de l'eau potable	24		321 658	550 348
Usines et bassins d'épuration	25		229 035	725 566
Conduites d'égout	26		4 486 827	3 477 199
Autres infrastructures	27		13 729 077	8 425 932
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	28		6 069 333	9 482 012
Usines de traitement de l'eau potable	29		1 927 181	10 027 990
Usines et bassins d'épuration	30		664 633	442 519
Conduites d'égout	31		6 032 177	10 332 232
Autres infrastructures	32		17 479 995	20 862 807
Autres immobilisations	33		19 618 318	19 315 770
	34		74 537 085	85 919 437

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 <sup>er</sup> janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
<b>Dettes à long terme</b>					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	352 980 588	73 565 075	35 959 898	390 585 765
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	5 111 232	1 139 000	695 089	5 555 143
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6	882 673		64 845	817 828
	7	358 974 493	74 704 075	36 719 832	396 958 736
<b>La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :</b>					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9	312 401	233 650	225 392	320 659
Réserves financières et fonds réservés	10	2 512 265	526 408	716 411	2 322 262
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	76 355 785	15 803 932	8 124 279	84 035 438
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	228 442 494	49 446 235	21 951 112	255 937 617
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	307 622 945	66 010 225	31 017 194	342 615 976
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	51 265 364	8 693 850	5 675 096	54 284 118
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18	86 184		27 542	58 642
	19	51 351 548	8 693 850	5 702 638	54 342 760
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	20				
	21	51 351 548	8 693 850	5 702 638	54 342 760
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts	23				
Autres	24				
	25	51 351 548	8 693 850	5 702 638	54 342 760
	26	358 974 493	74 704 075	36 719 832	396 958 736
Dettes en cours de refinancement					
	27	( )		( )	
	28	358 974 493	74 704 075	36 719 832	396 958 736

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget 2014</b>	<b>Réalisations 2014</b>	<b>Réalisations 2014</b>	<b>Réalisations 2013</b>
<b>Administration générale</b>				
Application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3			
<b>Sécurité publique</b>				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
<b>Transport</b>				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9		10 469 608	
Autres	10			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12			
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	16			
Autres	17			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	556 655	564 959	564 959
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
<b>Réseau d'électricité</b>				
	24			
	25	556 655	11 034 567	564 959
				524 451

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité**

		Effectifs personnes/ année <sup>2</sup>	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total <sup>1</sup>
<b>Administration municipale</b>						
Cadres et contremaîtres	1	122,86	35,00	12 980 011	3 529 006	16 509 017
Professionnels	2	112,69	35,00	8 674 938	2 450 685	11 125 623
Cols blancs	3	367,65	32,50	19 273 724	4 430 211	23 703 935
Cols bleus	4	321,42	40,00	18 698 062	4 160 634	22 858 696
Policiers	5	152,92	40,00	15 152 833	4 320 199	19 473 032
Pompiers	6	116,78	40,00	9 247 107	1 893 986	11 141 093
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	1 194,32		84 026 675	20 784 721	104 811 396
Élus	9	15,92		1 663 376	287 520	1 950 896
	10	1 210,24		85 690 051	21 072 241	106 762 292

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	Total
		Fonctionnement	Investissement		
Transport en commun	11				
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	515 621	(38 813)	50 729	527 537
Réseau de distribution de l'eau potable	13	45 648	782 074	910 417	1 738 139
Traitement des eaux usées	14	169 646			169 646
Réseaux d'égout	15	52 310	497 964	621 824	1 172 098
Autres	16	7 866 660	3 565 978	3 363 766	14 796 404
	17	8 649 885	4 807 203	4 946 736	18 403 824

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement			Amortissement des immobilisations			Charges			Services rendus			Coût des services municipaux		Frais de financement	
			+		=		-		=							
<b>Administration générale</b>																
Application de la loi	1	1 584 813	27	54 377	53	1 639 190	79	1 434	105	1 637 756	131					
Évaluation	2	3 046 085	28	88 207	54	3 134 292	80	66 252	106	3 068 040	132		87 916			
Autres	3	20 166 895	29	1 172 637	55	21 339 532	81	364 810	107	20 974 722	133		1 185 824			
	4	24 797 793	30	1 315 221	56	26 113 014	82	432 496	108	25 680 518	134		1 273 740			
<b>Sécurité publique</b>																
Police	5	28 858 905	31	1 146 102	57	30 005 007	83	1 292 196	109	28 712 811	135		435 715			
Sécurité incendie	6	16 740 485	32	2 373 116	58	19 113 601	84	496 532	110	18 617 069	136		519 242			
Sécurité civile	7	1 409 510	33		59	1 409 510	85		111	1 409 510	137		808			
Autres	8	1 163 668	34		60	1 163 668	86		112	1 163 668	138					
	9	48 172 568	35	3 519 218	61	51 691 786	87	1 788 728	113	49 903 058	139		955 765			
<b>Transport</b>																
Réseau routier																
Voirie municipale	10	6 453 154	36	9 719 836	62	16 172 990	88	292 056	114	15 880 934	140		4 199 094			
Enlèvement de la neige	11	16 492 845	37	1 377 037	63	17 869 882	89	944 824	115	16 925 058	141		153 640			
Autres	12	1 936 271	38	141 068	64	2 077 339	90	130 457	116	1 946 882	142					
Transport collectif	13	10 523 496	39	3 932	65	10 527 428	91		117	10 527 428	143					
Autres	14		40	501 594	66	501 594	92		118	501 594	144		32 530			
	15	35 405 766	41	11 743 467	67	47 149 233	93	1 367 337	119	45 781 896	145		4 385 264			
<b>Hygiène du milieu</b>																
Eau et égout																
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	4 225 072	42	2 356 286	68	6 581 358	94		120	6 581 358	146		638 018			
Réseau de distribution de l'eau potable	17	8 097 681	43	4 280 330	69	12 378 011	95	539 700	121	11 838 311	147		964 112			
Traitement des eaux usées	18	2 344 987	44	3 266 925	70	5 611 912	96		122	5 611 912	148		1 791 705			
Réseaux d'égout	19	5 846 793	45	5 381 855	71	11 228 648	97	539 700	123	10 688 948	149		397 645			
Matières résiduelles																
Déchets domestiques et assimilés	20	10 240 033	46	1 040 271	72	11 280 304	98	131 451	124	11 148 853	150		333 597			
Matières recyclables	21	5 797 710	47		73	5 797 710	99		125	5 797 710	151		6 343			
Autres	22		48		74		100		126		152					
Cours d'eau	23	165 685	49		75	165 685	101	12 576	127	153 109	153					
Protection de l'environnement	24	1 654 537	50		76	1 654 537	102	131 916	128	1 522 621	154		4 276			
Autres	25	206 730	51	108 379	77	315 109	103		129	315 109	155		153			
	26	38 579 228	52	16 434 046	78	55 013 274	104	1 355 343	130	53 657 931	156		4 135 849			

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		=	Charges		- Services rendus		=	Coût des services municipaux	Frais de financement
<b>Santé et bien-être</b>												
Logement social	157	2 937 801	172		187	2 937 801	202		217		2 937 801	232 111 550
Sécurité du revenu	158	125 000	173		188	125 000	203		218		125 000	233
Autres	159		174		189		204		219			234
	160	3 062 801	175		190	3 062 801	205		220		3 062 801	235 111 550
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	5 971 147	176	323 130	191	6 294 277	206	123 196	221	6 171 081	236 423 698	
Rénovation urbaine	162	2 344 331	177		192	2 344 331	207		222	2 344 331	237 487 213	
Promotion et développement économique	163	5 256 083	178		193	5 256 083	208	111 528	223	5 144 555	238 240 757	
Autres	164	2 913 827	179	2 031	194	2 915 858	209	343 963	224	2 571 895	239 69 105	
	165	16 485 388	180	325 161	195	16 810 549	210	578 687	225	16 231 862	240 1 220 773	
<b>Loisirs et culture</b>												
Activités récréatives	166	22 380 118	181	3 627 433	196	26 007 551	211	2 061 852	226	23 945 699	241 819 504	
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	4 274 357	182	672 153	197	4 946 510	212	77 408	227	4 869 102	242 125 260	
Autres	168	4 556 028	183	261 011	198	4 817 039	213	127 303	228	4 689 736	243 333 418	
	169	31 210 503	184	4 560 597	199	35 771 100	214	2 266 563	229	33 504 537	244 1 278 182	
<b>Réseau d'électricité</b>	170		185		200		215		230			245
	171	197 714 047	186	37 897 710	201	235 611 757	216	7 789 154	231	227 822 603	246 13 361 123	

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014***Non audité*

		<b>2014</b>	<b>2013</b>
<b>Rémunération</b>	1	734 744	870 240
<b>Charges sociales</b>	2	122 132	148 779
<b>Biens et services</b>	3	72 880 305	80 270 265
<b>Frais de financement</b>	4	661 933	563 828
<b>Autres</b>	5	137 971	53 281
	6	74 537 085	81 906 393

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité**

		2014	2013
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté</b>			
Solde au début de l'exercice	1	8 377 473	15 245 828
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2	79 647	(1 200 000)
Solde redressé au début de l'exercice	3	8 457 120	14 045 828
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	8 414 777	6 375 242
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(530 277)	(309 198)
Activités d'investissement	6	(198 843)	(2 045 000)
Excédent de fonctionnement affecté	7	(3 171 803)	(4 254 138)
Réserves financières et fonds réservés	8	(1 610 000)	(5 663 500)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10	96 952	228 239
	11	3 000 806	(5 668 355)
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	12	11 457 926	8 377 473
<b>Excédent de fonctionnement affecté</b>			
Solde au début de l'exercice	13	6 651 437	5 840 865
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	6 651 437	5 840 865
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(4 197 579)	(3 442 711)
Activités d'investissement	17		(39 900)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	3 171 803	4 254 138
Financement des investissements en cours	19		39 045
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	(1 025 776)	810 572
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	22	5 625 661	6 651 437
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>			
Solde au début de l'exercice	23	14 941 799	11 122 451
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	14 941 799	11 122 451
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	3 644 327	4 796 407
Activités d'investissement	27	(8 621 590)	(7 354 270)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28	1 610 000	5 663 500
Financement des investissements en cours	29	1 623 674	713 711
	30	(1 743 589)	3 819 348
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	31	13 198 210	14 941 799

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité**

		2014	2013
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>			
Solde au début de l'exercice	32	( 4 156 573 )	( 4 623 461 )
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	(18 131 206)	(18 358 947)
Solde redressé au début de l'exercice	34	( 22 287 779 )	( 22 982 408 )
<b>Augmentation de l'exercice</b>			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007			
Régimes capitalisés	35	( )	( )
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007			
Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36	( 1 573 900 )	( 2 063 100 )
Autres	37	( )	( )
Régimes non capitalisés	38	( )	( )
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement			
Mesures transitoires relatives à la TVQ	39	( )	( )
Utilisation du fonds général	40	( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	41	( )	( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42	( )	( )
Autres	43	( )	( )
	44	( 1 573 900 )	( 2 063 100 )
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure transitoire relative à la TVQ	45	( 3 963 500 )	( )
Autre financement	46	( 4 037 459 )	( 2 731 060 )
	47	( 9 574 859 )	( 4 794 160 )
<b>Diminution de l'exercice</b>			
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement	48	1 976 213	2 529 988
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	49	2 744 234	2 958 801
	50	4 720 447	5 488 789
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	51	( 27 142 191 )	( 22 287 779 )
<b>Financement des investissements en cours</b>			
Solde au début de l'exercice	52	(22 456 787)	(17 549 651)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	53		
Solde redressé au début de l'exercice	54	(22 456 787)	(17 549 651)
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	55	8 296 054	(3 926 139)
Virements			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	56	(96 952)	(228 239)
Excédent de fonctionnement affecté	57		(39 045)
Réserves financières et fonds réservés	58	(1 623 674)	(713 711)
	59	6 575 428	(4 907 134)
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	60	(15 881 359)	(22 456 785)
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>			
Solde au début de l'exercice	61	545 337 163	503 453 709
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	62		18 143 163
Solde redressé au début de l'exercice	63	545 337 163	521 596 872
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	64		
Excédent de fonctionnement affecté	65		
Variation résiduelle de l'exercice	66	8 691 191	23 740 291
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	67	554 028 354	545 337 163

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ  
CAPITAL AUTORISÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

*Non audité*

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 <sup>ER</sup> JANVIER	1	<u>10 165 947</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>10 165 947</u>
Diminution		
	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>10 165 947</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

*Non audité*

	Solde au 1 <sup>er</sup> janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre	
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement				
Montant non réservé	1	2	3	4	5	6	7	
Montant réservé pour le service de la dette	8	619 113 9	10	16 087 11	389 220 12	581 284 13	14	443 136
	15	619 113 16	17	16 087 18	389 220 19	581 284 20	21	443 136

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ  
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	2014		2013
	Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Revenus</b>			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
<b>Charges</b>			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	(                    ) (                    ) (                    )	
	15		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales</b>	16		
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
<b>Immobilisations</b>			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
<b>Financement</b>			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	(                    ) (                    ) (                    )	
	24		
<b>Affectations</b>			
Activités d'investissement	25	(                    ) (                    ) (                    )	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	33		

**TAUX DES TAXES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité****Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □□□□□ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ , □□□□□ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ , □□□□□ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ , □□□□□ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □□□□□ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □□□□□ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □□□□□ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □□□□□ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □□□□□ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □□□□□ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □□□□□ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □□□□□ \$

**TAUX DES TAXES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité****Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

Eau	1	1   5   6	,   0   0 \$
Égout	2	1   0   9	,   0   0 \$
Eau et égout	3		,       \$
Traitement des eaux usées	4		,       \$
Matières résiduelles	5	1   4   1	,   0   0 \$

**Par unité de logement****% de la valeur locative****Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 | | | , | | | | | %

**Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification**

Description	Taux	Code <sup>1</sup>	Préciser
Taxe foncière générale (taux variés)			
Catégorie résiduelle et imm. agricoles			
Charny	,4345	1	
Lévis	,4345	1	
Pintendre	,4345	1	
St-Étienne-de-Lauzon	,4345	1	
Ste-Hélène-de-Breakeyville	,4345	1	
St-Jean-Chrysostome	,4345	1	
St-Joseph-de-la-Pointe-de-Lévy	,3889	1	
St-Nicolas	,4345	1	
St-Rédempteur	,4421	1	
St-Romuald	,4345	1	
Catégorie 6 logements et plus			
Charny	,5038	1	
Lévis	,5038	1	
Pintendre	,5038	1	
St-Étienne-de-Lauzon	,5038	1	
Ste-Hélène-de-Breakeyville	,5038	1	
St-Jean-Chrysostome	,5038	1	
St-Joseph-de-la-Pointe-de-Lévy	,4509	1	
St-Nicolas	,5038	1	
St-Rédempteur	,5126	1	
St-Romuald	,5038	1	
Catégorie immeubles non résidentiels			
Charny	2,1944	1	
Lévis	2,2453	1	
Pintendre	2,2846	1	
St-Étienne-de-Lauzon	1,9783	1	
Ste-Hélène-de-Breakeyville	1,6510	1	
St-Jean-Chrysostome	2,2095	1	

**TAUX DES TAXES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité**

Description	Taux	Code <sup>1</sup>	Préciser
St-Joseph-de-la-Pointe-de-Lévy	1,8605	1	
St-Nicolas	1,9786	1	
St-Rédempteur	2,2558	1	
St-Romuald	2,2307	1	
Catégorie immeubles industriels			
Charny	2,8824	1	
Lévis	2,5383	1	
Pintendre	2,4859	1	
St-Étienne-de-Lauzon	2,1961	1	
Ste-Hélène-de-Breakeyville	2,1686	1	
St-Jean-Chrysostome	2,6150	1	
St-Joseph-de-la-Pointe-de-Lévy	2,1661	1	
St-Nicolas	2,2707	1	
St-Rédempteur	2,8665	1	
St-Romuald	2,9366	1	
Catégorie terrains vagues desservis			
Charny	,8691	1	
Lévis	,8691	1	
Pintendre	,8691	1	
St-Étienne-de-Lauzon	,8691	1	
Ste-Hélène-de-Breakeyville	,8691	1	
St-Jean-Chrysostome	,8691	1	
St-Joseph-de-la-Pointe-de-Lévy	,7778	1	
St-Nicolas	,8691	1	
St-Rédempteur	,8842	1	
St-Romuald	,8691	1	
Taxe spéciale pour le service de dette	,1734	1	
Taxe spéciale pour transport en commun	,0698	1	
Taxe spéciale pour dettes ex-villes			
Charny	,0101	1	
Lévis	,0258	1	
Pintendre	,0071	1	
St-Étienne-de-Lauzon	,0300	1	
Ste-Hélène-de-Breakeyville	,0196	1	
St-Jean-Chrysostome	,0305	1	
St-Nicolas	,0115	1	
St-Rédempteur	,0239	1	
St-Romuald	,0659	1	
Eau (sans compteur)	156,0000	7	par logement
Eau (sans compteur)-Maison de chambre	39,0000	7	par chambre
Eau (sans compteur)-Gîte touristique	39,0000	7	par chambre
Tarif eau avec compteur	,5760	7	du mètre cube
Tarif eau avec compteur	2,6190	7	du mille gallons
Eau superficie 1 à 250 pieds carrés	61,0000	7	par local
Eau superficie 251 à 500 pieds carrés	134,0000	7	par local
Eau superficie 501 et plus pieds carrés	181,0000	7	par local
Egout et assainissement (sans compteur)	109,0000	7	par logement
Egout ass.(sans compteur)-maison chambr	27,0000	7	par chambre

**TAUX DES TAXES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité**

Description	Taux	Code <sup>1</sup>	Préciser
Egout ass.(sans compteur)-gîte touristiq	27,0000	7	par chambre
Tarif égout assainissement avec compteur	,4100	7	du mètre cube
Tarif égout assainissement avec compteur	1,8640	7	du mille gallons
Egout ass.superficie 1 à 250 pieds carré	42,0000	7	par local
Egout ass.superficie 251 à 500 pieds car	96,0000	7	par local
Egout ass.superficie 501 et+pieds carrés	130,0000	7	par local
Déchets	141,0000	7	par logement
Déchets-maison de chambre	43,0000	7	par chambre
Déchets - gîte touristique	43,0000	7	par chambre
Déchets non résidentiels			
Déchets-superficie 1 à 250 pieds carrés	56,0000	4	
Déchets-superficie 251-500 pieds carrés	122,0000	4	
Déchets-superficie 501-750 pieds carrés	143,0000	4	
Déchets-superficie 751-1000 pieds carrés	159,0000	4	
Déchet-superficie 1001-2000 pieds carrés	478,0000	4	
Déchets-superficie 2001 et+ pieds carrés	963,0000	4	
Déchets roll-off transport	141,0000	7	par voyage
Déchets roll-off disposition	100,0000	7	par tonne métrique
Déchets - Chargement avant			
-Sans compacteur			
-2 verges cubes	721,0000	7	1 levée par semaine
-4 verges cubes	1 213,0000	7	1 levée par semaine
-6 verges cubes	1 702,0000	7	1 levée par semaine
-8 verges cubes	2 334,0000	7	1 levée par semaine
-Avec compacteur			
-2 verges cubes	1 895,0000	7	1 levée par semaine
-4 verges cubes	3 558,0000	7	1 levée par semaine
-6 verges cubes	5 220,0000	7	1 levée par semaine
-8 verges cubes	7 025,0000	7	1 levée par semaine
Le double du tarif à une levée			2 levées par semaine
2e collecte matière recyclable	557,0000	7	par année, de plus
Compensation pour services municipaux	,4345	1	art. 204 par. 12
Compensation pour services municipaux	,4345	1	art.204 par.5,10 et 11
Et autres taxes de secteur			

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation

2 - du mètre carré

3 - du mètre linéaire

4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres

6 - % de la valeur locative

7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2017 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée ?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2014	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2014 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13		\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2014 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	492 073 \$	
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21		22 <input checked="" type="checkbox"/>

**QUESTIONNAIRE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
8. La municipalité perçoit-elle, elle-même, auprès des exploitants de carrières et sablières, les droits en vertu de l'article 78.1 de la Loi sur les compétences municipales (LCM)?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	25 <input type="checkbox"/>
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	26 <input type="checkbox"/>	27 <input checked="" type="checkbox"/>	28 <input type="checkbox"/>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**ORGANISME MUNICIPAL**

Adresse 2175 chemin du Fleuve  
(no) (rue)  
Lévis QC G6W 7W9  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 839-2002  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 839-5548  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel levis@ville.levis.qc.ca

**TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER**

Nom Marcel Rodrigue

Téléphone (418) 839-2002  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 835-8522  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel mrodrigue@ville.levis.qc.ca

**AUDITEUR INDÉPENDANT**

Nom Mallette S.E.N.C.R.L.

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 501-1200 boulevard Guillaume-Couture  
(no) (rue)  
Lévis QC G6W 5M6  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 839-0747  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 839-8415  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel alain.martineau@mallette.ca

Responsable du dossier Alain Martineau

**VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)**

Nom Raymond Chabot Grant Thornton

Titre Vérificateur général

Adresse 400-5700 rue J.B. Michaud  
(no) (rue)  
Lévis QC G6V 0B1  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 835-3965  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 835-3975  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel boucher.alain@rcgt.com

**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2016  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM  
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2014

1 .....

Facteur comparatif

2 .....

Valeur uniformisée

3 \_\_\_\_\_

**ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION**

Je , Marcel Rodrigue, trésorier , atteste que le rapport financier consolidé de Lévis pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2015-05-19 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Lévis consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Lévis détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton "Attester", je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 12 687 985 \$

Le taux global de taxation réel de 2014 à la page S34 ligne 6 est de ,9544 \$

Date et heure de la dernière modification : 2015-05-06 13:20:45

Date de transmission au Ministère :

# Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2014

*Ce sommaire de l'information financière est extrait du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier. Pour plus de détails, se référer à ce rapport financier consolidé.*

Nom : Lévis

---

**Affaires municipales  
et Occupation  
du territoire**

**Québec** 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Réalizations 2013		Budget 2014	Réalizations 2014		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé <sup>1</sup>
<b>Revenus</b>						
Fonctionnement	1	237 164 691	225 163 985	236 893 397	29 300 602	251 022 970
Investissement	2	24 699 008	10 902 000	22 716 641	4 840 437	27 557 078
	3	261 863 699	236 065 985	259 610 038	34 141 039	278 580 048
<b>Charges</b>	4	243 374 351	244 182 478	248 972 880	32 090 212	265 892 063
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	5	18 489 348	(8 116 493)	10 637 158	2 050 827	12 687 985
Moins : revenus d'investissement	6 (	24 699 008 ) (	10 902 000 ) (	22 716 641 ) (	4 840 437 ) (	27 557 078 )
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	7	(6 209 660)	(19 018 493)	(12 079 483)	(2 789 610)	(14 869 093)
<b>Éléments de conciliation à des fins fiscales</b>						
Amortissement des immobilisations	8	35 801 728	35 801 727	37 897 710	4 361 656	42 259 366
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	2 731 060	9 635 550	8 000 959	295 688	8 296 647
Remboursement de la dette à long terme	10 (	26 442 384 ) (	27 371 597 ) (	27 857 365 ) (	3 082 336 ) (	30 939 701 )
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	644 984 ) (	400 000 ) (	1 351 587 ) (	170 345 ) (	1 521 932 )
Excédent (déficit) accumulé	12	(1 511 386)	1 352 813	681 216	449 456	1 130 672
Autres éléments de conciliation	13	2 650 868		3 123 327	521 011	3 644 338
	14	12 584 902	19 018 493	20 494 260	2 375 130	22 869 390
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	15	6 375 242		8 414 777	(414 480)	8 000 297

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

Extrait du rapport financier, pages S7 et S8

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE  
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2013	2014	2013
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
<b>Actifs financiers</b>				
Débiteurs	1	100 173 666	102 086 915	129 309 793
Autres	2	14 317 506	27 047 069	22 435 483
	3	114 491 172	129 133 984	151 745 276
<b>Passifs</b>				
Dette à long terme	4	304 932 502	333 238 768	354 727 691
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5	1 302 800	2 256 700	1 265 700
Autres	6	87 165 903	99 250 889	102 142 709
	7	393 401 205	434 746 357	458 136 100
<b>Actifs financiers nets (dette nette)</b>	8	(278 910 033)	(305 612 373)	(306 390 824)
<b>Actifs non financiers</b>				
Immobilisations	9	793 946 897	830 376 772	863 002 612
Autres	10	15 526 444	16 522 202	15 981 664
	11	809 473 341	846 898 974	878 984 276
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	12	8 377 473	11 457 926	9 830 314
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	13	21 593 236	18 823 871	25 066 372
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	14 (	22 287 779 ) (	27 142 191 ) (	28 011 081 ) (
Financement des investissements en cours	15	(22 456 785)	(15 881 359)	(18 229 674)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	16	545 337 163	554 028 354	585 468 312
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	17			
	18	530 563 308	541 286 601	572 593 452

Extrait du rapport financier, page S11 et S23-1

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES  
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS  
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
<b>Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale</b>			
- Ex-Municipalité	19	517 222	575 282
- Affectation exercice suivant	20	2 211 434	2 047 339
- Excédent aff. cession actifs	21	320 659	312 401
- Aff.projets act.fin.non termin	22	2 576 346	3 716 415
-	23		
-	24		
-	25		
-	26		
-	27		
	28	5 625 661	6 651 437
<b>Excédent de fonctionnement affecté- Organismes contrôlés</b>			
	29	1 713 309	1 492 636
	30	7 338 970	8 144 073
<b>Réserves financières</b>			
Fonds réservés	31	9 022 853	8 365 183
	32	5 623 276	8 557 116
	33	21 985 099	25 066 372

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Réalisations 2013	Budget 2014	Réalisations 2014	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
<b>Fonctionnement</b>					
Taxes	1	182 695 526	191 659 407	192 833 097	192 775 943
Compensations tenant lieu de taxes	2	7 209 195	6 959 125	7 057 536	7 057 536
Quotes-parts	3				
Transferts	4	18 414 904	6 407 411	8 693 860	12 923 660
Services rendus	5	9 443 191	7 433 518	7 789 154	14 895 805
Autres	6	19 401 875	12 704 524	20 519 750	23 370 026
	7	237 164 691	225 163 985	236 893 397	251 022 970
<b>Investissement</b>					
Taxes	8				
Quotes-parts	9				
Transferts	10	11 120 867	10 120 000	9 709 964	14 522 193
Autres	11	13 578 141	782 000	13 006 677	13 034 885
	12	24 699 008	10 902 000	22 716 641	27 557 078
	13	261 863 699	236 065 985	259 610 038	278 580 048

*Extrait du rapport financier, page S7*

**SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2014	Réalizations 2014			Réalizations 2014	Réalizations 2013
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Administration générale							
Évaluation	1	3 104 486	3 046 085	88 207	3 134 292	3 134 292	3 076 812
Autres	2	21 479 065	21 751 708	1 227 014	22 978 722	22 978 722	23 444 222
Sécurité publique							
Police	3	27 694 145	28 858 905	1 146 102	30 005 007	30 005 007	28 147 869
Sécurité incendie	4	17 178 143	16 740 485	2 373 116	19 113 601	19 113 601	16 645 020
Autres	5	1 392 641	2 573 178		2 573 178	2 573 178	4 381 524
Transport							
Réseau routier	6	26 058 341	24 882 270	11 237 941	36 120 211	36 120 211	36 745 636
Transport collectif	7	11 053 497	10 523 496	3 932	10 527 428	24 990 953	23 555 544
Autres	8			501 594	501 594	501 594	453 268
Hygiène du milieu							
Eau et égout	9	19 436 252	20 514 533	15 285 396	35 799 929	35 799 929	34 822 631
Matières résiduelles	10	16 435 515	16 037 743	1 040 271	17 078 014	17 430 747	18 257 784
Autres	11	1 858 829	2 026 952	108 379	2 135 331	2 135 331	1 745 222
Santé et bien-être	12	2 878 372	3 062 801		3 062 801	3 062 801	2 252 326
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	13	6 298 496	5 971 147	323 130	6 294 277	6 294 277	6 502 234
Promotion et développement économique	14	5 448 048	5 256 083		5 256 083	5 990 593	5 896 057
Autres	15	3 070 000	5 258 158	2 031	5 260 189	5 260 189	3 930 538
Loisirs et culture	16	31 186 937	31 210 503	4 560 597	35 771 100	35 771 100	34 208 822
Réseau d'électricité	17						
Frais de financement	18	13 807 984	13 361 123		13 361 123	14 729 538	14 949 232
Amortissement des immobilisations	19	35 801 727	37 897 710	( 37 897 710 )			
	20	244 182 478	248 972 880		248 972 880	265 892 063	259 014 741

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3